



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 mai 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 3rd, 1958

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 10980-58)

Auberge du Cap Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Georges Gadbois, commerçant, Rodolphe Blain, bourgeois, tous deux de Montréal, et René Deschamps, hôtelier, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Auberge du Cap Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap Saint-Martin, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 10980-58)

Auberge du Cap Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Georges Gadbois, tradesman, Rodolphe Blain, gentleman, both of Montreal, and René Deschamps, hotel-keeper, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers; to carry on a real estate business under the name of "Auberge du Cap Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Cap Saint-Martin, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10380-58)

Au Salon Fleuri, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Joseph-Gérard Coulombe, Yvonne B. Coulombe, épouse séparée de biens dudit Joseph-Gérard Coulombe, tous deux fleuristes, et Guy Coulombe, étudiant, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, paysagistes, pépiniéristes et jardiniers, sous le nom de "Au Salon Fleuri, Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10763-58)

Barry Finance Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Philip Bell, comptable agréé, de St-Laurent, George Nemeroff, vendeur, et Leon Pinczewski, fourreur, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie de placements, finance et prêts, sous le nom de "Barry Finance Co. Ltd.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10942-58)

Bramler Landholdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Arthur Lerner, agent, Miriam Lerner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Arthur Lerner et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de la ville de Côte St-Luc, Ben-Zion Goldstein, manufacturier, Miriam Goldstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ben-Zion Goldstein et dûment autorisée par ce dernier, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Bramler Landholdings Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(A.G. 10380-58)

Au Salon Fleuri, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Joseph-Gérard Coulombe, Yvonne B. Coulombe, wife separate as to property of the said Joseph-Gérard Coulombe, both florists, and Guy Coulombe, student, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as florists, landscape-gardeners, nurserymen, and gardeners, under the name of "Au Salon Fleuri, Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10763-58)

Barry Finance Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Philip Bell, chartered accountant, of St. Laurent, George Nemeroff, salesman, and Leon Pinczewski, furrier, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of an investment, finance and loan company, under the name of "Barry Finance Co. Ltd.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each and into 1,850 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10942-58)

Bramler Landholdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: Arthur Lerner, agent, Miriam Lerner, housewife, wife separate as to property of the said Arthur Lerner, and duly authorized by him, both of the town of Côte St. Luc, Ben-Zion Goldstein, manufacturer, and Miriam Goldstein, housewife, wife separate as to property of the said Ben-Zion Goldstein, and duly authorized by him, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bramler Landholdings Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10483-58)

City Painting & Maintenance Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: R.-Hubert Lavigne, peintre, de St-Laurent, Rémi-A. Goulet, peintre, et Yolande Séguin Goulet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rémi-A. Goulet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "City Painting & Maintenance Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2657, rue Holt, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(A.G. 10483-58)

City Painting & Maintenance Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: R.-Hubert Lavigne, painter, of St. Laurent, Rémi-A. Goulet, painter, and Yolande Séguin Goulet, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Rémi-A. Goulet, and duly authorized by him for the purposes therein, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and deal in building materials, under the name of "City Painting & Maintenance Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2657 Holt Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10906-58)

Dominion Dock Co., Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1958, constituant en corporation: Arthur Millington Minnion, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Rodney Alexander Patch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Austin Stuart Hyndman, Alexander Kennedy Paterson, avocats, tous trois de Montréal, et Bruce Forbes, gérant, de Dorval, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce d'entrepreneurs et propriétaires de bassins, quais, jetées, embarcadères, parcs à matériaux, silos, cours d'emmagasinage et d'amoncellements de combustibles, entrepôts, magasins et donner un service de transbordement, stations de navires, quaiage, radoub, stations d'attente et de levage, emmagasinage et entassements, remorquage, sauvetage, commerce à commission en toutes et aucune de ses spécialités, sous le nom de "Dominion Dock Co., Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(A.G. 10906-58)

Dominion Dock Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1958, incorporating: Arthur Millington Minnion, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Rodney Alexander Patch, advocate and Queen's Counsel, Austin Stuart Hyndman, Alexander Kennedy Paterson, advocates, all three of Montreal, and Bruce Forbes, manager, of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of contractors for and proprietors of docks, wharves, jetties, piers, dockyards, grain elevators, storage and stockpile yards, warehouses and stores and to do a general lighterage, berthing, dockage, receiving, elevating, storage and stockpile, towing, wrecking, salvage and commission business in any and all of its branches, under the name of "Dominion Dock Co., Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 215 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10193-58)

Drummond Import Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: Milton Pincus, Alec Pincus, marchands, et Lina Pincus, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alec Pincus, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de souvenirs, accessoires électriques, nouveautés, cadeaux, menus articles et marchandises vestimentaires, sous

(A.G. 10193-58)

Drummond Import Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: Milton Pincus, Alec Pincus, merchants, and Lina Pincus, housewife, wife separate as to property of the said Alec Pincus, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in souvenirs, electrical appliances, novelties, gifts, smallwares and wearing apparel, under the name of "Drummond

le nom de "Drummond Import Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1004 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10855-58)

Eagle Toys Export Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1958, constituant en corporation: David Litner, Seymour Machlovitch, avocats, et Doreen Shere Gordon, secrétaire, majeure, épouse séparée de biens d'Eugene Gordon, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, articles d'étalage, panneaux de réclame, accessoires et dispositifs de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Eagle Toys Export Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 11111-58)

**Entreprises Paradis Ltée
Paradis Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1958, constituant en corporation: Roger Paradis, vendeur, de Drummondville, Jacques Lessard, avocat, de Verdun, et Jean-Baptiste Paradis, menuisier, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de portes, fenêtres et autres ouvertures, ainsi que de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Entreprises Paradis Ltée — Paradis Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune, 8,500 actions privilégiées catégorie "A" de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées "B" de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor Mills, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10710-58)

Hubert Piché Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Hubert Piché, électricien, Jean-Paul Léonard, notaire, et Louise Faubert, secrétaire, céli-

Import Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1004 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10855-58)

Eagle Toys Export Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1958, incorporating: David Litner, Seymour Machlovitch, advocates, and Doreen Shere Gordon, secretary, of the full age of majority, wife separate as to property of Eugene Gordon, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, displays, signs, appliances and devices of every kind and description, under the name of "Eagle Toys Export Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11111-58)

**Entreprises Paradis Ltée
Paradis Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1958, incorporating: Roger Paradis, salesman, of Drummondville, Jacques Lessard, advocate, of Verdun, and Jean-Baptiste Paradis, joiner, of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in doors, windows and in other openings, as well as in furniture and in novelties, under the name of "Entreprises Paradis Ltée — Paradis Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 8,500 preferred shares of category "A" of \$10 each and into 1,000 preferred shares "B" of \$10 each.

The head office of the company will be at Windsor Mills, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10710-58)

Hubert Piché Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Hubert Piché, electrician, Jean-Paul Léonard, notary, and Louise Faubert, secretary, spinster, of full

bataire majeure, tous de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et d'accessoires électriques, sous le nom de "Hubert Piché Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 595, avenue Parent, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10171-58)

Jagal Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, d'Outremont, Joseph H. Freedman, de Montréal, tous deux avocats et Morris Galet, marchand, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Jagal Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 11018-58)

Jean Julien Fortin & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Jean-Julien Fortin, ing. p., ingénieur-conseil, Pearl Tremblay Fortin, sténographe, majeure, épouse séparée de biens dudit Jean-Julien Fortin, et dûment autorisée par lui, et Bertrand Gagnon, dessinateur, majeur, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux de construction et de machineries, sous le nom de "Jean Julien Fortin & Compagnie Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 582, boulevard Lamarche, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10586-58)

Kingston Wire Products (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: John Rudinsky, de Ville Mont-Royal, Harold Haines de la cité de New York, de l'État

age, all of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to operate and industry and business dealing in electrical apparatus and accessories, under the name of "Hubert Piché Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 595 Parent Avenue, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10171-58)

Jagal Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Emmanuel Cooke, of Outremont, Joseph H. Freedman, of Montreal, both advocates, and Morris Galet, merchant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment corporation, under the name of "Jagal Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11018-58)

Jean Julien Fortin & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: Jean-Julien Fortin, prof. engineer, consulting engineer, Pearl Tremblay Fortin, stenographer, of full age, wife separate as to property of the said Jean-Julien Fortin, and duly authorized by him, and Bertrand Gagnon, draftsman, of full age, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in building materials and in machinery, under the name of "Jean Julien Fortin & Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 582 Lamarche Boulevard, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10586-58)

Kingston Wire Products (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: John Rudinsky, of the town of Mount Royal, Harold Haines, of the city of New York, State of New

de New York, E.U.A., tous deux fabricants, et Samuel R. Altrows, avocat, de Montréal pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce et le négoce de toutes sortes de métaux et produits d'iceux, sous le nom de "Kingston Wire Products (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10243-58)

Lachine Plate Glass Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Lucien Jolicoeur, peintre, de Lachine, Armand Poupert, fils, avocat, et Monique Duquette, sténographe, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et comme décorateurs, peintres et quincailliers, sous le nom de "Lachine Plate Glass Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10628-58)

Le Village Steakhouse & Delicatessen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, J. Roy Hoffman, de Montréal, Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats et Iris New, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un "steakhouse" et un restaurant de charcuterie accompagnée des services connexes, sous le nom de "Le Village Steakhouse & Delicatessen Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 11020-58)

Marché Paradis Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Paul-André Paradis, Jean-Marc Paradis,

York, United States of America, both manufacturers, and Samuel R. Altrows, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal and trade in all kinds of metals and metal products, under the name of "Kingston Wire Products (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10243-58)

Lachine Plate Glass Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Lucien Jolicoeur, painter, of Lachine, Armand Poupert, son, advocate, and Monique Duquette, stenographer, spinster of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction and as decorators, painters and hardware dealers, under the name of "Lachine Plate Glass Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10628-58)

Le Village Steakhouse & Delicatessen Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, J. Roy Hoffman, of Montreal, Oscar Respitz, of the town of Mont Royal, all three advocates, and Iris New, secretary, of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To operate a steakhouse and delicatessen restaurant with accessory services, under the name of "Le Village Steakhouse & Delicatessen Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11020-58)

Marché Paradis Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March 1958, incorporating: Paul-André Paradis, Jean-Marc Paradis,



voyageurs de commerce, Marielle Paradis et Denise Paradis, ménagère, toutes deux épouses séparées de biens et chacune étant dûment autorisée par son époux respectif, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de "Marché Paradis Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10931-58)

New Continent Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mars 1958, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, de St-Laurent, Mollie Schwartz, secrétaire, et Earl Kruger, notaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'accessoires et marchandises de plomberie et de chauffage, sous le nom de "New Continent Sales Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10324-58)

O. J. Ouellette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1958, constituant en corporation: Oscar-J. Ouellette, fabricant, Georgianna Soublière Ouellette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Oscar-J. Ouellette, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Edna Ouellette, Chartier, ménagère, épouse séparée de biens de Jean Chartier, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants de machinerie, outilleurs, fondeurs de métaux, graveur du métal, manufacturiers et vendeurs de matériaux et dispositifs pour constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "O. J. Ouellette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10658-58)

**Pride O'Glen Knitting Mills
of Canada Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

travellers, Marielle Paradis and Denise Paradis, housewives, both separate as to property and authorized by their respective husbands, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Paradis Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10931-58)

New Continent Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1958, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St. Laurent, Mollie Schwartz, secretary, and Earl Kruger, notary, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plumbing and heating supplies and goods, under the name of "New Continent Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10324-58)

O. J. Ouellette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1958, incorporating: Oscar-J. Ouellette, manufacturer, Georgianna Soublière Ouellette, housewife, wife separate as to property of the said Oscar-J. Ouellette, and duly authorized by him for the purpose of these presents and Edna Ouellette Chartier, housewife, wife separate as to property of Jean Chartier, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of machinery, toolmakers, metal founders, metal workers, manufacturers of and dealers in builders' and contractors' supplies and devices, under the name of "O. J. Ouellette Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10658-58)

**Pride O'Glen Knitting Mills
of Canada Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1958, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, Maurice Boxer, tous trois avocats et Sarah Miller, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce d'articles tricotés, vêtements et textiles, sous le nom de "Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10516-58)

Québec Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: André-S. Bertrand, restaurateur, Yolande Carrier, gérante, célibataire, tous deux de Québec, et Jean-Marie Paquet, comptable, de Château-d'Eau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de "Québec Steak House Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 465, rue de la Couronne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10887-58)

Redmat Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1958, constituant en corporation: Max Slapack, Gregory Charlap, Arthur Shulman, avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Redmat Investment Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10892-58)

Shopsy's Foods (Québec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation:

Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1958, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, Maurice Boxer, all three advocates, and Sarah Miller, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitted goods, wearing apparel and textiles, under the name of "Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10516-58)

Québec Steak House Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March 1958, incorporating: André-S. Bertrand, restaurateur, Yolande Carrier, manager, spinster, both of Quebec, and Jean-Marie Paquet, accountant, of Château d'Eau, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers and restaurateurs, under the name of "Québec Steak House Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 465 de la Couronne Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10887-58)

Redmat Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1958, incorporating: Max Slapack, Gregory Charlap, Arthur Shulman, advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Redmat Investment Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10892-58)

Shopsy's Foods (Québec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Ernest Wil-

Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, et Guy Ambrose Miller, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Shopsy's Foods (Québec) Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10867-58)

Soda Bar (Montréal West) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1958, constituant en corporation: Reuben Booke Cohen, fabricant, Dame Gertrude Cohen, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Samuel Cohen, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Louis Samuel Cohen, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Sodar Bar (Montréal West) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et 6,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10630-58)

Solco Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Elie Solomon, Gerald Cooper, notaires, et Marvin Riback, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Solco Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10397-58)

Soudure Atomic Welding Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Roger Vandal, industriel, Maurice Rousseau, avocat, tous deux de St-Hyacinthe, et Roland

liam Mockridge, manager, of St. Lambert, Clifford George Meek, accountant, and Guy Ambrose Miller, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, under the name of "Shopsy's Foods (Québec) Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and into 10,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10867-58)

Soda Bar (Montréal West) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1958, incorporating: Reuben Booke Cohen, manufacturer, Dame Gertrude Cohen, housewife, wife contractually separate as to property of Louis Samuel Cohen, and duly authorized by him for these presents, and Louis Samuel Cohen, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Sodar Bar (Montréal West) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$50 each and into 6,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10630-58)

Solco Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Elie Solomon, Gerald Cooper, notaries, and Marvin Riback, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Solco Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10397-58)

Soudure Atomic Welding Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Roger Vandal, industrialist, Maurice Rousseau, advocate, both of St. Hyacinthe, and Roland Lehoux, industria-

Lehoux, industriel, de village Casavant, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ouvriers en métaux et exercer le commerce de machines, outils, instruments et moteurs, sous le nom de "Soudure Atomic Welding Company Limited" avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10950-58)

St. Mark Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1958, constituant en corporation: Gabriel William Haltrecht, tailleur, Edith Haltrecht, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gabriel William Haltrecht et Max Haltrecht, gérant de magasin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à confectionner, réparer, nettoyer, teindre et fournir des services divers, sous le nom de "St. Mark Cleaners Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10938-58)

Term-Oil Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1958, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, avocats et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction: négocier des propriétés immobilières, sous le nom de "Term-Oil Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$45,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5111 rue de Salaberry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 14148-57)

Tex-Knit Co. of Canada, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, avocat et conseil en loi de la Reine, Dame Rona Bloom et Dame Mary Watt,

list, of the village of Casavant, for the following purposes:

To carry on business as metal workers and deal in machinery, tools, instruments and engines, under the name of "Soudure Atomic Welding Company Limited" with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Parish of Douville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10950-58)

St. Mark Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1958, incorporating: Gabriel William Haltrecht, tailor, Edith Haltrecht, housewife wife separate as to property of the said Gabriel William Haltrecht, and Max Haltrecht, store manager, all of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of tailoring, repairing, cleaning, dyeing and sundry services, under the name of "St. Mark Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10938-58)

Term-Oil Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1958, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Irwin S. Brodie, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company; to deal in immoveable properties, under the name of "Term-Oil Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5111 de Salaberry Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14148-57)

Tex-Knit Co. of Canada, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Louis H. Rohrlück, advocate and Queen's Counsel, Dame Rona Bloom and Dame Mary Watt, secretaries,

secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de bourrures de planches à repasser, housses de planches à repasser, bourrures de matelas, bourrures en coton et produits textiles; négocier des propriétés immobilières, sous le nom de "Tex-Knit Co. of Canada, Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 6,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10886-58)

Tower Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec ces lettres patentes, en date du douze mars 1958, constituant en corporation: Gregory Charlap, Arthur Shulman, avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises sèches, textiles, coutellerie, quincaillerie, fournitures de maison, meubles, marchandises de cuir, bibelots, meanus articles, nouveautés, marchandises de sport, articles vestimentaires, chaussures, articles de fumeurs, nécessaires de toilette, cameras, accessoires de photographie, dispositifs et outillage motorisés, sous le nom de "Tower Distributors Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10916-58)

Treaver Properties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1958, constituant en corporation: Kenneth Simpson, Howard, avocat, Clifford George Meek, Guy Ambrose Miller, teneur de livres, tous trois de Montréal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de Ste-Anne de Bellevue, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, immeubles, construction et développement en général, sous le nom de "Treaver Properties Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ironing board pads, ironing board covers, mattress pads, cotton pads and textile products; to deal in immovable properties, under the name of "Tex-Knit Co. of Canada, Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 6,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10886-58)

Tower Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1958, incorporating: Gregory Charlap, Arthur Shulman, advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, textiles, cutlery, hardware, household furnishings, furniture, leather goods, notions, smallwares, novelties, sporting goods, wearing apparel, footwear, smoking sundries, toilet articles, cameras and photographic supplies, automotive accessories and equipment, under the name of "Tower Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10916-58)

Treaver Properties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1958, incorporating: Kenneth Simpson Howard, advocate, Clifford George Meek, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, all three of Montreal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, and Cecil Bruce Cooke, Secretary, of St. Anne-de-Bellevue, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Treaver Properties Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10572-58)

Unican Plastics (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: John J. Gottlieb, avocat et Conseil en Loi de la Reine, William I. Miller, avocat, David Finestone, comptable agréé, et Barnet Buckman, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de substances plastiques et chimiques, sous le nom de "Unican Plastics (Canada) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10304-58)

Vend-Master Corporation of Canada

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1958, constituant en corporation: Samuel Hertz Shriar, avocat, de St-Laurent, Mollie Schwartz Fidélia Séguin, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de lessiveuses et de machines automatiques exploitées au moyen de pièces de monnaie, sous le nom de "Vend-Master Corporation of Canada", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10837-58)

Vinet Parking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, Cyril E. Schwisberg, tous trois avocats, Anne Zifkin, et Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de garagistes, sous le nom de "Vinet Parking Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

(P.G. 10678-58)

Zenith Offset Plates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 10572-58)

Unican Plastics (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: John J. Gottlieb, advocate and Queen's Counsel, William I. Miller, advocate, David Finestone, chartered accountant, and Barnet Buckman, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic or chemical substances, under the name of "Unican Plastics (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10304-58)

Vend-Master Corporation of Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1958, incorporating: Samuel Hertz Shriar, advocate, of St. Laurent, Mollie Schwartz and Fidélia Séguin, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automatic coin operated washing and vending machines, under the name of "Vend-Master Corporation of Canada", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10837-58)

Vinet Parking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, Theodore H. Polisuk, Cyril E. Schwisberg, all three advocates, Anne Zifkin and Sonya Schneyer, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Vinet Parking Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street, West, Suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10678-58)

Zenith Offset Plates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: André Surprenant, de Montréal, Bernard Nantel, de Westmount et Maurice Mercure, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de lithographes, imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Zenith Offset Plates Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions privilégiées de \$100 chacune et 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 360 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: André Surprenant, of Montreal, Bernard Nantel, of Westmount, and Maurice Mercure, of the town of Mount Royal, all Lawyers, for the following purposes:

To carry on business generally as lithographers, printers and publishers, under the name of "Zenith Offset Plates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 preferred shares of \$100 each and into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 360 Craig Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10674-58)

Bijouterie La Riviera Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize mars 1958, à la compagnie "J. P. Larivière Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 février 1958, changeant son nom en celui de "Bijouterie La Riviera Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10672-58)

Nouveautés du Meuble Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize mars 1958, à la compagnie "J. A. Simoneau Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 février 1958, changeant son nom en celui de "Nouveautés du Meuble Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le treize mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10674-58)

Bijouterie La Riviera Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of March 1958, to the company "J. P. Larivière Limitée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 20, 1958, changing its name to that of "Bijouterie La Riviera Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10672-58)

Nouveautés du Meuble Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March thirteenth, 1958, to the company "J. A. Simoneau Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of February 20, 1958, changing its name into that of "Nouveautés du Meuble Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 386
Section "A"

Québec, le 24 avril 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 386
Part "A"

Quebec, April 24, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), deux requêtes ont été présentées au Ministre du Travail à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications au décret numéro 728 du 6 juillet 1955, amendé par les arrêtés en conseil numéro 694-E du 4 juillet 1956 et 270-D du 21 mars 1957, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Cazette officielle de Québec*, éditions des 11 et 18 janvier 1958;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 728, soit modifié comme suit:

1° Les deux parties contractantes de première part suivantes: "Canadian Wirebound Boxes Limited" et "Shipping Containers Limited" sont biffées et remplacées par les suivantes:

"Bathurst Containers, Limited (Montreal Plant)"

"Bathurst Containers Limited (St. Laurent Plant)".

2° L'Association Internationale des Machinistes, local 2033, de Sherbrooke, est acceptée comme partie co-contractante de deuxième part.

3° Les paragraphes "a", "b", "c" et "d" de l'article II, sont biffés et remplacés par les suivants:

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), two petitions have been presented to the Minister of Labour begging him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 728 of July 6, 1955, amended by Orders in Council numbers 694-E of July 4, 1956 and 270-D of March 21, 1957, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province;

WHEREAS the said petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of January 11 and 18, 1958;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 728, be amended as follows:

1. The following two contracting parties of the first part: "Canadian Wirebound Boxes Limited" and "Shipping Containers Limited" are deleted and replaced by the following:

"Bathurst Containers Limited (Montreal Plant)"

"Bathurst Containers Limited (St. Laurent Plant)".

2. The International Association of Machinists, Local No. 2033, of Sherbrooke, is accepted as co-contracting party of the second part.

3. Paragraphs "a", "b", "c" and "d" of article II, are deleted and replaced by the following:

Taux minimum
Sexes
Masculin Féminin

Minimum rates
Sexes

Males Females

"II a) Salariés — Employees:

| | | |
|--|--------|--------|
| Sous-contremaitre — Assistant-foreman | \$1.37 | \$1.14 |
| Machine à gaufrer — Corrugating machine: | | |
| Gaufreur — Operator | 1.50 | |
| Gaufreur temporaire — Temporary operator | 1.40 | |
| Découpeur — Slitter and knife | 1.40 | |
| Mécanicien de machine à coller — Double backer | 1.35 | |
| Receveur et "Shafter" de rouleau — Tailer & rool shafter | 1.20 | |
| Machine à imprimer et à rainer — Printer-slotter machine: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.40 | |
| Assistant-mécanicien — Assistant-operator | 1.30 | |
| Receveur et fournisseur — Tailer & feeder | 1.25 | |
| Presse à imprimer (sur la longueur) — Printing press machine (long-way): | | |
| Mécanicien — Operator | 1.35 | |
| Receveur — Tailer | 1.25 | 0.99 |
| Machine à rainer: Grosses boîtes — Large box slotting machine: | | |
| Raineur — Operator | 1.35 | |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Machine à rainer: Petites boîtes — Small box slotting machine: | | |
| Reineur — Operator | 1.25 | 1.04 |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Machine à découper les boîtes et marqueuse-mitrailleuse (première opération) — Box slitting and scoring machine (first way): | | |
| Découpeur — Operator | 1.32 | |
| Receveur — Tailer | 1.20 | |
| Machine à découper les feuilles, marqueuses-mitrailleuse (divers) — Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous): | | |
| Mécanicien — Operator | 1.32 | |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Machine combinée à découper et à rainer les divisions — Combination partition slitter-slotter: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.30 | |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Machine simple à rainer les divisions — Plain partition slotter: | | |
| Raineur — Operator | 1.25 | 1.04 |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Machine à assembler les divisions — Partition assembly machine: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.30 | |
| Fournisseuse — Feeder | | 0.99 |
| Receveuse — Tailer | | 0.99 |

| | Taux minimum Sexes | |
|---|------------------------|---------|
| | Masculin | Féminin |
| | Minimum rates Sexes | |
| | Male | Female |
| Assemblage et divisions — Partition assembly: | | |
| Assembleuse — Assembler | | 0.99 |
| Machine à découper les pans — Flap cutting machine: | | |
| Découpeur — Operator | 1.29 | 1.04 |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Machine à plier et à appliquer la toile gommée — Folder-taper: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.38 | |
| Receveur et inspecteur — Tailer & inspector | | 1.04 |
| Machine automatique à appliquer la toile gommée — Automatic taping machine: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.30 | |
| Aide — Helper | 1.20 | |
| Receveur et inspecteur — Tailer & inspector | 1.20 | 1.04 |
| Machine semi-automatique à appliquer la toile gommée — Semi-automatic taper: | | |
| Mécanicien — Operator | | 1.04 |
| Receveur et inspecteur — Tailer & inspector | | 0.99 |
| Pliage de boîtes — Box folding: | | |
| Pieuse — Folder | | 0.99 |
| Machine à appliquer la toile gommée à la main — Hand taper: | | |
| Mécanicien — Operator | | 0.99 |
| Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folder-stitcher: | | |
| Piqueur — Operator | 1.35 | |
| Fournisseur — Feeder | 1.20 | |
| Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitcher machine: | | |
| Piqueur — Operator | 1.25 | 1.04 |
| Machine à piquer à la main — Manual stitching machine: | | |
| Piqueur — Operator | 1.25 | 1.04 |
| Presse à découper — Die press machine: | | |
| Découpeur — Operator | 1.35 | |
| Aide et épilucheur — Helper & stripper | 1.20 | 0.99 |
| Scie à ruban — Band saw: | | |
| Préposé à la scie à ruban — Operator | 1.20 | 1.04 |
| Machine à remonter et à couper (S.F.) — (S.F.) Rewinder and cutter: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.25 | 1.04 |
| Receveur — Tailer | 1.20 | 0.99 |
| Enveloppement et ficelage — Building and tying: | | |
| Préposé au ficelage — Tier | 1.20 | 0.99 |
| Matières adhésives — Adhesive unit: | | |
| Préposé à la colle — Operator | 1.30 | |
| Presses à rebuts — Waste baling press: | | |
| Presseur — Operator | 1.25 | |
| Aide — Helper | 1.20 | |
| Manutention de rouleaux — Roll handling: | | |
| Premier préposé à la manutention — Chief roll handler | 1.35 | |
| Préposé à la manutention motorisée — Power roll handling Operator | 1.35 | |
| Manutenteur — Roll handler | 1.20 | |
| Manutention générale — Handling general: | | |
| Préposé au camion-empileur motorisé — Powered lift truck operator | 1.35 | |
| Machines non classifiées — Non classified machines: | | |
| Mécanicien — Operator | 1.25 | 1.04 |
| Fournisseuse — Feeder | | 0.99 |
| Expédition — Shipping department: | | |
| Expéditeur — Slipper | 1.45 | |
| Assistant-expéditeur — Assistant shipper | 1.35 | |
| Vérificateur — Checker | 1.25 | |
| Chauffeur de camion — Truck driver | 1.35 | |
| Aide — Helper | 1.20 | |
| Entretien — Maintenance: | | |
| Homme de métier — Tradesman | 1.45 | |
| Mécanicien — Mechanic | 1.45 | |
| Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper | 1.30 | |
| Huileur — Oiler | 1.30 | |
| Concierge — Janitor | 1.20 | |
| Chambre de bouilloires — Boiler room: | | |
| Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman: | | |
| 2ème classe — 2nd class | 1.60 | |
| 3ème classe — 3rd class | 1.50 | |
| 4ème classe — 4th class | 1.40 | |
| Travail général — General labour: | | |
| L'échelle de base de salaire pour le travail général est la suivante — The basic wage scale for general labour shall be as follows: | | |
| Aide général — General labour | 1.10 | 0.95 |

b) *Salariés (sexe masculin)*: Nonobstant la cédule de salaire apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à \$1.25 de l'heure.

c) *Salariés (sexe féminin)*: Nonobstant la cédule de salaire apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$1.00 de l'heure.

d) *Zone II*: Les taux de salaire minima et les moyennes de salaires minima pour les salariés de la Zone II sont cinq cents (\$0.05) de moins que ceux mentionnés dans les paragraphes "a", "b" et "c" du présent article."

4° L'article IV, est biffé et remplacé par le suivant:

"IV. *Semaine de travail; Surtemps; Travail de nuit*:

a) La durée du travail pour tous les salariés, à l'exception des mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, est de quarante et une heure (41) par semaine.

Les heures de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.

Tout travail exécuté les jours de congé et les dimanches ou, en plus de quarante et une heure (41) par semaine par ces mêmes salariés, doit être rémunéré à raison de salaire et demi; mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi, lesdits dimanches et jours de congé, n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire, au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine.

b) Nonobstant les limites d'heures spécifiées au paragraphe "a" du présent article, la durée hebdomadaire du travail des mécaniciens de machines fixes et des chauffeurs de bouilloires (stokers) est de quarante-cinq (45) heures.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, ces derniers ont droit à une (1) journée de repos pour chaque six (6) jours de travail. Tout travail exécuté le septième (7) jour consécutif de travail, les jours de congé et les dimanches ou en plus de quarante-cinq (45) heures par semaine par ces mêmes salariés, doit être rémunéré à raison de salaire et demi; mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi lesdits dimanches et jours de congé, n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine.

c) *Travail de nuit*: Les heures des équipes de nuit sont réparties comme suit:

2ième équipe: entre 2.00 p.m. et 1.00 a.m.

3ième équipe: entre 11.00 p.m. et 8.00 a.m.

Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de trois cents (\$0.03) de l'heure et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de cinq cents (\$0.05) de l'heure, pour travail de nuit.

Toutefois, cette prime pour travail de nuit ne s'applique pas dans le cas des salariés de l'équipe de jour requis de travailler une partie du temps de la seconde équipe.

La prime pour travail de nuit ne s'applique pas dans aucun autre calcul de paye."

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

47682-o

b) *Male employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$1.25 per hour.

c) *Female employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for female employees shall not be less than \$1.00 per hour.

d) *Zone II*: The minimum rates and minimum averages for employees of Zone II shall be five (\$0.05) cents less than those mentioned in the foregoing paragraphs "a", "b" and "c."

4. Article IV, is deleted and replaced by the following:

"IV — *Work week — Overtime — Night work*:

a) The regular work week for all employees, with the exception of stationary enginemen and firemen (stokers), shall be forty-one (41) hours per week.

The hours of work of the day shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.

Any hours worked on holidays and Sundays, or any hours worked in excess of forty-one (41) hours in any one week by such employees, shall be paid at the rate of time and one half, but hours worked and paid at the rate of time and one half on said holidays and Sundays, will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime.

b) Notwithstanding the hourly limits specified in subsection "a" of the present section, the work week of stationary enginemen and firemen (stokers) shall be forty-five (45) hours.

Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, the aforesaid employees shall be entitled to one (1) day of rest for each six (6) days of work. Any work performed on the seventh (7th) consecutive day, on holidays or Sundays, and any hours worked in excess of forty-five (45) hours in any one week by such employees shall be paid at the rate of time and one half, but any hours worked and paid at the rate of time and one half on such holidays and Sundays, will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime.

c) *Night work*: The hours of work of the night shifts shall be distributed as follows:

2nd shift: between 2.00 p.m. and 1.00 a.m.

3rd shift: between 11.00 p.m. and 8.00 a.m.

Any employee working on the second shift shall receive a shift premium of three cents (\$0.03) per hour and any employee working on the third shift shall receive a shift premium of five cents (\$0.05) per hour, for night work.

However, this shift premium for night work shall not apply in the case of day works required to work part of the second shift.

The shift premium for night work shall not be taken into account for any other calculation of pay."

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

47682-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 342
Section "A"

Québec, le 17 avril 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 802 du 8 juillet 1953, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1202-A du 28 octobre 1953, 472-C et 775-B des 6 mai et 28 juillet 1954, 522-D et 996 des 11 mai et 14 septembre 1955, 47-B, 48-H, 503-H et 625-B des 18 janvier, 9 mai et 6 juin 1956, 354-D, 643-A, 643-B et 961-D des 4 avril, 26 juin et 18 septembre 1957, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er mars 1958;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 802, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après. De plus, ces taux seront majorés de \$0.10 l'heure à compter du 1er mai 1959;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 342
Section "A"

Quebec, April 17, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 802 of July 8, 1953, amended by Orders in Council numbers 1202-A of October 28, 1953, 472-C and 775-B of May 6 and July 28, 1954, 522-D and 996 of May 11 and September 14, 1955, 47-B, 48-H, 503-H and 625-B of January 18, May 9 and June 6, 1956, 354-D, 643-A, 643-B and 961-D of April 4, June 26 and September 18, 1957, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 1, 1958;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 802, be amended as follows:

1. Article IV is replaced by the following:

"IV. *Rates of wages*: The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned. These rates shall be increased by \$0.10 from May 1st, 1959:

Salaires horaires
Hourly rates
Zones

I II III

| Métiers — Trades: | I | II | III |
|--|--------|--------|--------|
| Briqueur, maçon et plâtrier — Bricklayer, mason and plasterer | \$1.70 | \$1.65 | \$1.55 |
| Calfat — Caulker | 1.30 | 1.25 | 1.15 |
| Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner | 1.60 | 1.55 | 1.45 |
| Compagnon junior 1 an — Junior journeyman, one year | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Électricien — Electrician: | | | |
| Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services) | 2.25 | 2.15 | 2.05 |
| Compagnon — Journeyman | 1.65 | 1.60 | 1.50 |
| Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer: | | | |
| Compagnon — Journeyman | 1.60 | 1.55 | 1.45 |
| Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year | 1.50 | 1.45 | 1.35 |
| Fer et bronze d'ornementation — Ornamental iron and bronze: | | | |
| Mecanicien ou forgeron — Mechanic or blacksmith | 1.60 | 1.55 | 1.45 |
| Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year | 1.50 | 1.45 | 1.35 |
| Foreur — Driller | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Gratteur, polisseur et sableur de plancher à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, hand or machine | 1.50 | 1.45 | 1.35 |
| Isolement de laine minérale, soufflage par pression — Steel wool insulation, blower method: | | | |
| Chef d'équipe — Chief operator | 1.60 | 1.55 | 1.45 |
| Assistant du chef d'équipe — Assistant operator | 1.50 | 1.45 | 1.35 |
| Aide — Helper | 1.25 | 1.20 | 1.10 |
| Jointoyeur, finisseur de ciment — Joint pointer, cement finisher | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Manœuvre, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, porteur d'oiseau — Labourer, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, hod carrier | 1.25 | 1.20 | 1.10 |

Salaires horaires
Hourly rates
Zones

Métiers — Trades:

| | I | II | III |
|--|-------|-------|-------|
| Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman (stationary or portable) | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic | 1.60 | 1.55 | 1.45 |
| Peintre — Painter | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Compagnon junior 1, an — Junior journeyman, one year | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator | 1.40 | 1.35 | 1.25 |
| 1er semestre — 1st six months | 1.30 | 1.25 | 1.20 |
| Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal) | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Poseur de tuiles, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo setter | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman, one year | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Préposé aux malaxeurs ou compresseurs — Mixer or compressor operator: | | | |
| 7 pieds cubes ou plus — 7 cubic feet or more | 1.50 | 1.35 | 1.25 |
| moins de 7 pieds cubes — under 7 cubic feet | 1.25 | 1.20 | 1.10 |
| Préposé aux monte-charge non actionnés par la vapeur — Freight elevator operator (not steam driven) | 1.40 | 1.35 | 1.25 |
| Préposé au marteau pneumatique — Air hammer operator | 1.40 | 1.35 | 1.25 |
| Préposé aux tracteurs ou grues — Tractor or crane operator | 1.50 | 1.45 | 1.35 |
| Tailleur de pierre sur chantier de construction — Stone cutter on construction job | 1.70 | 1.65 | 1.55 |
| Épandeur d'asphalte — Asphalt spreader | 1.80 | 1.75 | 1.65 |
| Rateleur d'asphalte — Asphalt raker | 1.65 | 1.60 | 1.50 |
| Aide rateleur d'asphalte — Asphalt raker's helper | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Préposé au rouleau compresseur (2 à 5 tonnes) — Asphalt roller operator (2 to 5 tons) | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Préposé au rouleau compresseur (8 à 12 tonnes) — Asphalt roller operator (8 to 12 tons) | 1.65 | 1.60 | 1.50 |
| Gréeur — Rigger | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Forgeron — Blacksmith | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Préposé à la pelle mécanique (qualifié) — Shovel operator (qualified) | 1.70 | 1.65 | 1.55 |
| Aide conducteur de pelle mécanique — Shovel operator's helper | 1.50 | 1.45 | 1.35 |
| Porteur d'eau — Water carrier | 0.75 | 0.75 | 0.75 |
| Soudeur (gaz ou électricité) — Welder (gas or electricity) | 1.65 | 1.60 | 1.50 |
| Conducteur de tracteur RD8 — Tractor (RD8) operator | 1.70 | 1.65 | 1.55 |
| Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year | 1.30 | 1.25 | 1.15 |
| Apprenti, 2ème année — Apprentice, 2nd year | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Conducteur de tracteur RD 6 ou 7 — Tractor (RD 6 or 7) operator | 1.60 | 1.55 | 1.45 |
| Préposé aux autres tracteurs — Operator of other tractors | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Poseur de linoléum — Linoleum layer | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year | 1.25 | 1.20 | 1.10 |
| Couvreur: composition, gravier, sable asphalte — Roofer: composition, gravel, sand, asphalt | 1.40 | 1.35 | 1.25 |
| Préposé aux bouilloires (asphalte de couverture) — Kettleman (roofing asphalt) | 1.40 | 1.35 | 1.25 |
| Polisseur de terrazzo à sec — Terrazzo polisher (dry) | 1.55 | 1.50 | 1.40 |
| 1er semestre — 1st six months | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Gardien sur chantier (nuit et jour, dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Watchman on job (night and day, Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week | 1.05 | 1.05 | 1.05 |
| Chauffeur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction — Truck driver employed directly by construction contractors | 1.25 | 1.20 | 1.10 |
| Par semaine (maximum 60 heures) — Per week (maximum of 60 hours) | 63.00 | 59.50 | 54.50 |
| Plombier — Plumber: | | | |
| Entrepreneur, services personnels — Contractor (personal services) | 2.25 | 2.15 | 2.05 |
| Compagnon — Journeyman | 1.65 | 1.60 | 1.50 |
| Compagnon junior, 1 an — Junior journeyman (1 year) | 1.45 | 1.40 | 1.30 |
| Soudeur en tuyauterie — Pipe welder | 1.60 | 1.55 | 1.45 |

Contremaître qui dirige au moins cinq (5) hommes: \$0.10 l'heure de plus que le taux de son métier. Foreman in charge of at least five (5) men: \$0.10 per hour over the rate of his trade.

Contremaître qui dirige dix (10) hommes et plus: \$0.25 l'heure de plus que le taux de son métier. Foreman in charge of ten (10) men or more: \$0.25 per hour over the rate of his trade."

2° L'article VI est remplacé par le suivant:
"VI. Jours chômés: Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier jour de l'an, l'Épiphanie, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et la Noël. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier."

2. Article VI is replaced by the following:
"VI. Holidays: There shall be no work on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day and Christmas Day. In cases of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time."

3° Le paragraphe "j" de l'article IX est remplacé par le suivant:
"j) Taux de salaire des apprentis: Les taux horaires minima sont les suivants:

3. Paragraph "j" of article IX is replaced by the following:
"j) Wage rates of apprentices: The following shall be the minimum wage of rates of apprentices:

Apprenti briqueteur, maçon et plâtrier:

Apprentice bricklayer, mason and plasterer:

| | 1ère | 2ème | 3ème |
|--|--------|--------|--------|
| | année | année | année |
| | 1st | 2nd | 3rd |
| | year | year | year |
| Zone I..... | \$0.90 | \$1.20 | \$1.45 |
| Zone II..... | 0.85 | 1.15 | 1.40 |
| Zone III..... | 0.75 | 1.05 | 1.30 |
| <i>Autres apprentis — Other apprentices:</i> | | | |
| Zone I..... | 0.85 | 1.05 | 1.25 |
| Zone II..... | 0.80 | 1.00 | 1.20 |
| Zone III..... | 0.70 | 0.90 | 1.10 |

Ces taux doivent être majorés de \$0.10 l'heure à compter du 1er mai 1959."

The above rates shall be increased by \$0.10 per hour from May 1, 1959."

4° Le paragraphe "b" de l'article XII est remplacé par le suivant:

4. Paragraph "b" of article XII is replaced by the following:

"b) *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants et ces taux seront majorés de \$5.00 par semaine à compter du 1er mai 1959:

"b) *Minimum wages*: The minimum wage rates shall be as follows and such rates shall be increased by \$5.00 per week from May 1, 1959:

Métiers — Trades:

| | Par semaine — Per week | |
|---|------------------------|---------|
| | Zones I | II-III |
| Compagnon (ouvrier qualifié) — Journeyman (skilled worker)..... | \$57.50 | \$53.00 |
| Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)..... | 49.50 | 48.50" |

5° L'article XIV est remplacé par le suivant: "XIV. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire au plus tard le 1er janvier de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Les parties contractantes conviennent de commencer les négociations relatives aux amendements à être apportés au décret, au cours du mois de novembre qui précède la date de l'expiration annuelle du décret. Dans le cas d'une dénonciation, copie de l'avis doit être également adressée au Ministre du Travail."

5. Article XIV is replaced by the following: "XIV. *Duration of the decree*: The decree remains in force until April 30, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary, not later than January 1st, 1960 or January 1st of any subsequent year. The contracting parties agree to enter into negotiations regarding amendments to be made to the decree in the course of November preceding the date of the annual expiration of the decree. In the event of a notice of termination, copy thereof shall also be filed with the Minister of Labour."

L. DÉSILETS,
47682-o Greffier du Conseil Exécutif.

L. DÉSILETS,
47682-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que "The James Maclaren Company, Limited", de la ville de Buckingham, dans le comté de Papineau, se propose de demander l'autorisation de faire construire un bâtiment pour un moulin à entailler et écorcer à Poupore Lock sur la rivière du Lièvre, sur le cours d'eau qui borde et traverse une partie du lot huit (8) rang un est, canton de Portland, comté de Papineau, province de Québec.

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that "The James Maclaren Company, Limited", of the town of Buckingham, county of Papineau, intends to apply for authorization to have constructed a slasher and debarking mill at Poupore Locks, on the Lièvre River on the water course which borders upon and passes across lot 8, range I east, township of Portland, county of Papineau, Province of Quebec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant, l'emplacement choisi pour la construction ci-dessus, a été transmise au ministre des Ressources Hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement dans le comté de Papineau, à Papineauville, Québec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the county of Papineau, at Papineauville, Quebec.

La demande contenue dans la requête, sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Buckingham, Québec, le 3 avril 1958.
THE JAMES MACLAREN COMPANY, LIMITED,
Le Secrétaire,
47510-15-4-o J. W. THOMSON.

Buckingham, Quebec, April 3, 1958.
THE JAMES MACLAREN COMPANY, LIMITED,
J. W. THOMSON,
47510-15-4-o Secretary.

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE
D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que messieurs: A. Kenneth Robertson, Oak Ridge, Baie d'Urfé, P.Q., Ernie J. Corse-Scott, 1320 Lombard Crescent, Ville Mont-Royal, P.Q., Olivier P. Garneau, 5130, avenue Westhill, Notre-Dame-de-Grâce, P.Q., Walter E. Montgomery, 85, avenue Kindersley, Ville Mont-Royal, P.Q., Michael E. Corse-Scott, 1250, rue Villeray, Montréal, P.Q., ont l'intention de présenter au Lieutenant-Gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, R.S.Q., 1941), sous le nom de "Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales — The Canadian Shield General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions d'un million de dollars (\$1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce 8ième jour d'avril 1958.

Signature des requérants:

ERNLE J. CORSE-SCOTT,
OLIVIER P. GARNEAU,
A. KENNETH ROBERTSON,
MICHAEL E. CORSE-SCOTT,
WALTER E. MONTGOMERY.

47521-15-4-o

NOTICE OF FORMATION OF AN ASSURANCE
COMPANY

Notice is hereby given that Messrs: A. Kenneth Robertson, Oak Ridge, Baie d'Urfé, P.Q., Ernie J. Corse-Scott, 1320 Lombard Crescent, Town of Mount Royal, P.Q., Olivier P. Garneau, 5130 Westhill Avenue, Notre Dame de Grâce, P.Q., Walter E. Montgomery, 85 Kindersley Avenue, Town of Mount Royal, P.Q., Michael E. Corse-Scott, 1250 Villeray Street, Montreal, P.Q., intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Canadian Shield General Insurance Company — Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of one million dollars (\$1,000,000.00) divided into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life assurance and reinsurance.

Given at Montreal, this 8th day of April 1958.

Signatures of the petitioners:

ERNLE J. CORSE-SCOTT,
OLIVIER P. GARNEAU,
A. KENNETH ROBERTSON,
MICHAEL E. CORSE-SCOTT,
WALTER E. MONTGOMERY.

47521-15-4-o

(Sec. P. 270-58)

AVIS D'AUTORISATION

(Loi des Compagnies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Silver City Petroleum Ltd." a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la province est 354 ouest, rue Notre-Dame, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. T. Palmer Howard, avocat, de Ville Mont-Royal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
47656-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12982-56)

MANNIBEC LTÉE
MANNIBEC LTD.

(Directeurs)

Article 1

"1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2° La majorité des directeurs formeront quorum à chaque assemblée du bureau de direction.

(P. Sec. 270-58)

NOTICE OF AUTHORIZATION

(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Silver City Petroleum Ltd." has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 354 Notre-Dame Street, West, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. T. Palmer Howard, advocate, of the Town of Mount Royal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1958.

47656 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A.G. 12982-56)

MANNIBEC LTÉE
MANNIBEC LTD.

(Directors)

Article 1

"1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from five to seven, so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of seven Directors.

2. The majority of the Directors shall form a quorum at each Meeting of the Board of Directors.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.”

Décreté ce 10e jour de mars 1958.

Vraie copie certifiée, 11 mars 1958.

47659 Le Secrétaire,
E. PETER LOUGHEED.

(P.G. 13061-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-cinq avril 1958, approuvé les règlements généraux de "L'Association Sportive des Policiers d'Asbestos Incorporée", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 27 février 1958, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-six avril 1958.

47675-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 7045-45)

OCCUPATIONAL THERAPY & REHABILITATION CENTRE

Extrait du règlement numéro "A" tel qu'adopté à l'assemblée annuelle des membres de ladite corporation tenue le 26 février 1958, concernant une augmentation des membres de son bureau de direction de trois à vingt-cinq:

"Règlement II — Bureau de direction: — 1° Le bureau de direction sera composé de 25 membres de la corporation."

Vraie copie certifiée.

47676 Le Secrétaire honoraire,
ELIZABETH BECK NEWCOMB.

3. All prior by-laws, resolutions or proceedings of the Company are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Enacted this 10th day of March, 1958.

Certified a true copy, March 11, 1958.

47659-o E. PETER LOUGHEED,
Secretary.

(A.G. 13061-57)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, on the twenty-fifth day of April 1958, the Honourable the Provincial Secretary has approved the general by-laws of "L'Association Sportive des Policiers d'Asbestos Incorporée", such as adopted at a general meeting held February 27, 1958, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-sixth day of April 1958.

47675 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 7045-45)

OCCUPATIONAL THERAPY & REHABILITATION CENTRE

Extract of by-law number "A", as adopted at the annual meeting of the members of the said Corporation held on February 26th, 1958, concerning an increase in the directorate thereof from three to twenty-five:

"By-law II — Board of Directors: — 1. The Board of Directors shall be composed of 25 members of the corporation."

Certified true copy.

47676-o ELIZABETH BECK NEWCOMB,
Honorary Secretary.

Chartes — Abandon de

MARTIN CONSTRUCTION LIMITÉE

Avis est donné conformément à la loi des Compagnies de Québec, que la compagnie "Martin Construction Limitée" demandera au Procureur Général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Chicoutimi, ce 3ième jour de mars 1958.

47661-o Les Procureurs de la compagnie,
DUFOUR & TREMBLAY.

Prenez avis que la compagnie "Desca Limitée", compagnie légalement constituée d'après la Loi des Compagnies de la Province de Québec, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, demandera au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 10ième jour de mars 1958.

47683-o Le Secrétaire,
R. O. De CARUFEL.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 282-58)

Avis est, par les présentes, donné que "Pet Milk Company", une compagnie à fonds social étrangère constituée en vertu des lois de l'état Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, confor-

Charters — Surrender of

MARTIN CONSTRUCTION LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "Martin Construction Limitée" will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Chicoutimi, this 3rd day of March, 1958.

47661-o DUFOUR & TREMBLAY,
Attorneys for the Company.

Notice is hereby given that "Desca Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 10th day of March 1958.

47683-o R. O. De CARUFEL,
Secretary.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 282-58)

Notice is hereby given that "Pet Milk Company", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the pro-

mément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à chambre 1210, 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Jacques Tétrault, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 30e jour d'avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
47656-o JEAN BRUCHÉSI.

visions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at Room 1210, 360 St. James Street, West, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Jacques Tétrault, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
47656 Under Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

(P.G. 13087-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Abattoirs Leclerc Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

(P.G. 10499-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Citadelle Transport et Entrepotage Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 octobre 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47656-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 13087-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Abattoirs Leclerc Limitée", incorporated by letters patent dated June 22, 1954.

Notice is also given that from and after the thirty-first of March 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10499-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Citadelle Transport et Entrepotage Ltée", incorporated by letters patent dated October 23, 1954.

Notice is also given that from and after April fifteenth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this April twenty-fifth, 1958.

P. FRENETTE,
47656 Acting Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction Publique

N° 911-56.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Laus, dans le comté de Papineau, les lots 14 à 23 du rang I; 20 à 23 des rangs II et III et 1 à 23 du rang IV du cadastre officiel du canton Wabasse, pour les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Pontmain, dans le comté de Labelle.

Québec, le 21 avril 1958.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
47629-17-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 452-55.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Célestin N° 2, dans le comté de Nicolet, les lots 244 à 276 inclusivement et 283 à 375 inclusivement du cadastre officiel de la

Department of Education

No. 911-56.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-du-Laus, in the county of Papineau, lots 14 to 23, range I; 20 to 23 of ranges II and III and 1 to 23 of range IV of the official cadastre of the township of Wabasse, in order to annex them to the school municipality of Notre-Dame-de-Pontmain, in the county of Labelle.

Quebec, April 21, 1958.
O. J. DÉSAULNIERS,
47629-17-2 Superintendent of Education.

No. 452-55.

Application is made to detach from the school municipality of St. Célestin No. 2, in the county of Nicolet, lots 244 to 276 inclusive and 283 to 375 inclusive of the official cadastre of the parish

paroisse St-Célestin, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Célestin N° 1, même comté.

Québec, le 21 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47630-17-2 O. J. DÉSALNIERS.

N° 1078-55.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 avril 1958, de former une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de "La municipalité scolaire de Saint-Jude, dans le comté de St-Hyacinthe" et qui comprendra le territoire actuel des deux municipalités scolaires de Saint-Jude et Salvail, même comté.

Ce changement prendra effet 1er juillet 1958.
Québec, le 24 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47658-0 O. J. DÉSALNIERS.

N° 579-57.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 avril 1958, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Carignan, dans le comté de Laviolette", le territoire ci-dessous décrit qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

1° Les cantons Carignan et Boucher en entier; 2° les rangs A, B, C et I à V inclusivement du canton Turcotte; 3° les rangs I, II, III du canton Polette; 4° cette partie des cantons Malhiot et Vallières, décrite comme suit, savoir: les lots 51 à 68 inclusivement du rang I du canton Vallières; les lots 51 à 69 inclusivement et le bloc "H" du rang I du canton Malhiot et toute cette partie dudit canton limitée au sud-ouest, au sud-est et au nord-est par les limites actuelles dudit canton et à l'ouest par la ligne est du rang I du canton Malhiot.

Ce changement prendra effet le 2 mai 1958.
Québec, le 24 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47658-0 O. J. DÉSALNIERS.

N° 612-51.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 avril 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, les lots 13 à 22 inclusivement et la demie nord du lot 23 du rang II et 13 à 22 inclusivement du rang III du canton Sinaï, pour les annexer à la municipalité scolaire d'Hébertville Station, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 24 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47658-0 O. J. DÉSALNIERS.

N° 1160-57.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 avril 1958, de détacher de la municipalité scolaire d'Ely-Nord, dans le comté de Shefford, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Christine, dans le comté de Bagot.

Les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel du canton d'Ely, savoir: 925 à 936; 875 à 887; 808 à 818; 730 à 756; 636, demie-ouest, 637, demi-ouest et 641 à 656.

of St. Célestin, in order that they be annexed to the school municipality of St. Célestin No. 1, same county.

Québec, April 21, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
47630-17-2 Superintendent of Education.

No. 1078-55.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 17, 1958, to form a new school municipality under the name of "The School Municipality of Saint Jude, in the County of St. Hyacinthe" and will include the present territory of the two school municipalities of Saint Jude and Salvail, same county.

This change shall take effect on July 1st, 1958.
Québec, April 24, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
47658 Superintendent of Education.

No. 579-57.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 17, 1958, to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Carignan, in the County of Laviolette", the territory hereinunder described which is not as yet organized for school purposes:

1. The townships of Carignan and Boucher in their entirety; 2. Ranges A, B, C and I to V inclusive of the township of Turcotte; 3. Ranges I, II, III of the township of Polette; 4. that part of the townships of Malhiot and Vallières, described as follows: lots 51 to 68 inclusive, range I of the township of Vallières; lots 51 to 69 inclusive and block "H", range I of the township of Malhiot and all that part of said township bounded southwesterly, southeasterly and northeasterly by the present limits of said township and westerly by the easterly line of range I of the township of Malhiot.

This change shall take effect on May 2, 1958.
Québec, April 24, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
47658-0 Superintendent of Education.

No. 612-51.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 17, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of Saint-Bruno, in the county of Lake St-John, lots 13 to 22 inclusively, and the northern half of lot 23 of range II and 13 to 22 inclusively of range III of the Sinaï township, to annex them to the school municipality of Hébertville Station, same county.

This change in Council will take effect on July 1st, 1958.

Québec, April 24, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
47658 Superintendent of Education.

No. 1160-57.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 17, 1958, to detach from the School Municipality of Ely-North, in the county of Shefford, the territory hereinunder described in order that it be annexed, for Catholic ratepayers only, to the School Municipality of Ste. Christine, in the county of Bagot.

The following lots, all inclusive of the official cadastre of the township of Ely, to wit: 925 to 936; 875 to 887; 808 to 818; 730 to 756; 636, westerly half, 637 westerly half and 641 to 656.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 25 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47658-o O. J. DÉSAULNIERS.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

Quebec, April 25, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47658 Superintendent of Education.

N° 174-58.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 avril 1958, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, les lots 96 à 113 inclusivement du cadastre officiel de St-Gabriel-de-Brandon, pour les annexer à la municipalité scolaire de Mandeville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 25 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47658-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 174-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 17, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of the parish of St-Gabriel-de-Brandon, in the county of Berthier, lots 96 to 113 inclusively in the official cadaster of St-Gabriel-de-Brandon, to annex them to the school municipality of Mandeville, in the same county.

This change will take effect on July 1st, 1958.

Quebec, April 25, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47658 Superintendent of Education.

N° 1182-56.

ERRATUM

L'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 14 et 21 décembre 1957, concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de St-Philippe-de-Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, devrait se lire comme suit:

"Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Philippe-de-Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, les lots 74 et 75 du cadastre officiel de Philipsburg, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Armand-Ouest, dans le même comté.

Québec, le 28 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47681-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1182-56.

ERRATUM

This notice published in the *Quebec Official Gazette* on the 14th and 21st of December last, concerning the annexation of certain lots to the school municipality of St-Philippe-de-Philipsburg, in the county of Missisquoi, should read as follows:

Application is made to detach from the school municipality of St-Philippe-de-Philipsburg, in the county of Missisquoi, lots 74 and 75 of the official cadaster of Philipsburg, to annex them for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of St-Armand-West, in the same county.

Quebec, April 28, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47681 Superintendent of Education.

N° 356-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Duhamel-Ouest, dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Ville-Marie, dans le même comté.

Québec, le 28 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47692-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 356-58.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of Duhamel-West, in the county of Témiscamingue, to the School Municipality of Ville-Marie, in the same county.

Quebec, April 28, 1958.

O. J. DÉSAULNIERS,
47692-18-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du village de Bienville (municipalité de cité de Lauzon) division d'enregistrement de Lévis.

Official cadastre of village of Bienville (municipality of city of Lauzon) registration division of Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 12, 13-1, 13-2, 18, 217, 222 sont corrigés et le lot 245 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 12, 13-1, 13-2, 18, 217, 222 are corrected and lot 245 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 15 avril 1958.

Quebec, April 15, 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
47657-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
47657-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny (municipalité de ville de Repentigny) division d'enregistrement de l'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 104-107, 104-109 et 104-110 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 avril 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47657-o

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny (municipality of town of Repentigny) registration division of l'Assomption.

Notice is hereby given that lots 104-107, 104-109 and 104-110 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 10, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47657-o

Cadastre officiel du canton de Magog (municipalité d'Omerville) division d'enregistrement de Stanstead.

Avis est par la présente donné que les lots 2-A-11 à 2-A-15 et 2-A-19 à 2-A-23 Rang XX (Bolton) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 avril 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47657-o

Official cadastre of the township of Magog (municipality of Omerville) registration division of Stanstead.

Notice is hereby given that lots 2-A-11 to 2-A-15 and 2-A-19 to 2-A-23 Range XX (Bolton) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April the 18th, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47657-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 909 du 25 août 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 386 du 24 avril 1958, section "C" le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1958 au 30 avril 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction assujettis au décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés de l'Industrie de la Construction régis par ledit décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Tous les artisans régis par ledit décret numéro 909 et à ses amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi par le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of Saint Hyacinthe, formed under decree No. 909, of August 25, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 386 of April 24, 1958, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1958 to April 30, 1959; it is laid as follows:

a) The professional employers of the construction industry governed by the decree No. 909, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll (as regards their employees governed by the said decree.

b) The employees of the construction industry governed by the decree No. 909 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the decree No. 909 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for a journeyman of their trade.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity

renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire. Ledit Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction pour le comté de Saint-Hyacinthe pour la période comprise entre le 1er mai 1958 et le 30 avril 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE SAINT-HYACINTHE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1958 et le 30 avril 1959.

Recettes:

| | |
|--------------------------------|--------------------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 7,000.00 |
| Salariés..... | 7,000.00 |
| Artisans..... | 800.00 |
| Honoraires d'examens..... | 750.00 |
| Pénalités, divers..... | 450.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |

Déboursés:

| | |
|--|--------------------|
| Salaires des employés, inspections, frais de déplacements..... | \$11,290.00 |
| Loyer, taxes, éclairage, timbres-poste, téléphone, entretien du bureau, administration de banque, assurance chômage..... | 1,520.00 |
| Impression, papeterie, vérification, etc..... | 780.00 |
| Jetons de présence..... | 660.00 |
| Frais de déplacements des membres..... | 530.00 |
| Bureau des examinateurs..... | 720.00 |
| Frais judiciaires et professionnels..... | 200.00 |
| Divers et imprévus..... | 300.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958. 47682-o

Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Five (5) days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe for the period comprised between May 1, 1958, and April 30, 1959.

THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between May 1, 1958 and April 30, 1959.

Receipts:

| | |
|----------------------------------|--------------------|
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 7,000.00 |
| Employees..... | 7,000.00 |
| Artisans..... | 800.00 |
| Examination fees..... | 750.00 |
| Penalties and miscellaneous..... | 450.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |

Disbursements:

| | |
|--|--------------------|
| Employees' salaries, inspection, travelling expenses..... | \$11,290.00 |
| Rent, taxes, lighting, postage, telephone, office maintenance, bank charges, unemployment insurance..... | 1,520.00 |
| Printing, Stationery, Audition, etc.. | 780.00 |
| Meeting expenses..... | 660.00 |
| Travelling expenses of members.... | 530.00 |
| Board of examiners..... | 720.00 |
| Judicial and professional fees..... | 200.00 |
| Miscellaneous and unforeseen expenses..... | 300.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958. 47882

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements et chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret N° 390 du 14 avril 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil, numéro 386 du 24 avril 1958, section "D", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established, 419 of April 18, 1957, and amendments, and entrusted with the administration of the decree No. 390 of April 14th, 1954, has been authorized by a by-law approved by Orders in Council number 386 of April 24, 1958, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1958 au 30 avril 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from May 1, 1958 to April 30, 1959; such levy is laid in the following manner:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction assujettis au décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements et tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'Industrie du Bois Ouvré, assujettis au décret numéro 390 du 14 avril 1954 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par lesdits décrets, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

a) All professional employers of the construction industry governed by the decree No. 419 of April 18, 1957, as amended, and all professional employers of the woodworking trade and industry, subject to the decree No. 390 of April 14, 1954, shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree, excepting managers, superintendents and office employees.

b) Tous les salariés régis par lesdits décrets numéros 419 et 390 et leurs amendements, sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

b) All employees governed by the decrees Nos. 419 and 390, as amended, excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction régis par ledit décret numéro 419 du 18 avril 1957 et tous les employeurs professionnels du Commerce et de l'Industrie du Bois ouvré régis par ledit décret numéro 390, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

All professional employers of the construction industry governed by the said decree No. 419 of April 18, 1957, as amended, and all professional employers of the woodworking trade and industry, subject to the decree No. 390, shall collect for the Parity Committee the assessments owed by employees, from the wages payable to them.

Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

The professional employers governed by the said decrees shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 de juin et ainsi de suite de mois en mois.

For instance, the assessments for the month of May are payable on June 10, and so on, from month to month.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité Conjoint doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec relativement à l'administration desdits décrets, pour la période comprise entre le 1er mai 1958 et le 30 avril 1959.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec for the administration of the said decrees, for the period between May 1, 1958 and April 30 1959.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION
INDUSTRY OF QUEBEC

État des recettes et des déboursés probables
pour la période comprise entre le 1er mai 1958
et le 30 avril 1959.

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between May 1, 1958 and April
30, 1959.

Recettes:

| | |
|-------------------------------------|--------------|
| <i>Cotisations (½ de 1%):</i> | |
| Employeurs professionnels | \$ 75,000.00 |
| Salariés | 75,000.00 |
| | \$150,000.00 |

Receipts:

| | |
|----------------------------------|--------------|
| <i>Assessments (½ of 1%):</i> | |
| Professional employers | \$ 75,000.00 |
| Employees | 75,000.00 |
| | \$150,000.00 |

Déboursés:

| | |
|--|--------------|
| <i>Salaires:</i> | |
| Secrétaire et personnel de bureau | \$ 19,240.00 |
| Inspecteurs (6) | 26,520.00 |
| Vérificateurs (3) | 13,260.00 |
| Dépenses de bureau | 6,500.00 |
| Inspection — voyages | 9,500.00 |
| Jetons de présence | 3,200.00 |
| Frais de déplacements | 9,000.00 |
| Bureaux des examinateurs | 8,400.00 |
| Frais légaux | 1,800.00 |
| Divers, imprévus | 4,000.00 |
| Fonds de pension | 2,100.00 |
| Audition des livres | 400.00 |
| Subvention à la Commission d'Apprentissage | 75,000.00 |
| | \$178,920.00 |

Disbursements:

| | |
|---|--------------|
| <i>Salaries:</i> | |
| Secretary and office employees | \$ 19,240.00 |
| Inspectors (6) | 26,520.00 |
| Auditors (3) | 13,260.00 |
| Office expenses | 6,500.00 |
| Inspection, Transportation | 9,500.00 |
| Attendance fees | 3,200.00 |
| Travelling expenses | 9,000.00 |
| Board of Examiners | 8,400.00 |
| Legal fees | 1,800.00 |
| Miscellaneous and unforeseen expenses | 4,000.00 |
| Pension fund | 2,100.00 |
| Audition | 400.00 |
| Subvention to Apprenticeship Commission | 75,000.00 |
| | \$178,920.00 |

Note: L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de 28,920.00 sera comblé à même la réserve de fonds du Comité.
\$150,000.00

Note: The excess of disbursements over the receipts amounting to will be covered by the reserve fund of the Committee.
\$150,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958. 47682-0

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958. 47682-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau région du Lac Saint-Jean, établi en exécution du décret numéro 810, du 10 mars 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 386 du 24 avril 1958, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Commerce and Office Employees, Lake St. John District, formed under decree number 810 of March 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 386 of April 24, 1958, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Cotisation*

1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend du 5 mai 1958 au 3 janvier 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from May 5, 1958 to January 3, 1959; and applies as follows:

- a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 810 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paye.
- b) Les artisans régis par le décret numéro 810 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.
- c) Les salariés régis par le décret numéro 810 et amendements doivent verser au Comité pari-

- a) Professional employers governed by the decree number 810, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.
- b) Artisans governed by the decree number 810, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the said decree for their occupation.
- c) Employees governed by the decree number 810, and amendments, shall pay to the Parity

taire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms et adresses de leurs salariés, leurs fonctions, leurs années de service, les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau, région du Lac Saint-Jean, pour la période comprise entre le 1er janvier 1958 et le 31 décembre 1958.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS DE COMMERCE ET DE BUREAU, RÉGION DU LAC SAINT-JEAN

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1958 et le 31 décembre 1958.

| <i>Recettes</i> | |
|--------------------------------------|--------------------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 7,500.00 |
| Salariés..... | 7,500.00 |
| Divers, pénalités, etc..... | 1,000.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |
| <i>Déboursés</i> | |
| Salaires..... | \$ 3,400.00 |
| Loyer..... | 660.00 |
| Jetons de présence..... | 1,500.00 |
| Frais de déplacement des délégués.. | 1,500.00 |
| Vérification..... | 200.00 |
| Frais légaux..... | 250.00 |
| Frais de participation — congrès.... | 1,500.00 |
| Formation professionnelle..... | 800.00 |
| Dépenses — inspecteur..... | 1,250.00 |
| Assurance santé — hospitalisation... | 1,000.00 |
| Administration générale..... | 1,200.00 |
| Divers et imprévus..... | 2,740.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958.

47682-o

Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms indicating the name and address of their employees, their functions, their years of service, the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Commerce and Office Employees, Lake St. John, district, for the period between January 1, 1958 and December 31, 1958.

PARITY COMMITTEE OF COMMERCE AND OFFICE EMPLOYEES, LAKE ST. JOHN DISTRICT

Estimate of the receipts and expenses for the period between January 1, 1958 and December 31, 1958.

| <i>Receipts</i> | |
|--|--------------------|
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 7,500.00 |
| Employees..... | 7,500.00 |
| Miscellaneous..... | 1,000.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |
| <i>Disbursements</i> | |
| Salaries..... | \$ 3,400.00 |
| Rent..... | 660.00 |
| Meeting expenses..... | 1,500.00 |
| Delegates' travelling expenses..... | 1,500.00 |
| Audition..... | 200.00 |
| Legal fees..... | 250.00 |
| Expenses re: congress..... | 1,500.00 |
| Professional training..... | 800.00 |
| Expenses — inspector..... | 1,250.00 |
| Insurance — health, hospitalization. | 1,000.00 |
| General administration..... | 1,200.00 |
| Miscellaneous and unforeseen expenses..... | 2,740.00 |
| | <u>\$16,000.00</u> |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958.

47682-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret N° 802 du 8 juillet 1953, a été autorisé par l'arrêté en Conseil N° 386 du 24 avril 1958, Section "F", à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Construction Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 802 of July 8, 1953, has been authorized by Order in Council No. 386 of April 24, 1958, par "F", to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, as follows:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 30 avril 1958 au 30 avril 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from April 30, 1958 to April 30, 1959; it is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 802 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) Professional employers governed by the said decree, No. 802 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 802 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

b) Employees governed by the said decree, No. 802 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perceptio n

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. Professional employers shall complete and sign their report, and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the report shall be sent together with assessments of professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The levy laid under the present by law in payable every month by the professional employer and the employee, without notice from the Committee.

Sur refus d'un employeur professionnel de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer refuse to give the necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de la Construction de Rimouski, pour la période comprise entre le 30 avril 1958 et le 30 avril 1959.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Construction Joint Committee of Rimouski for the period between April 30, 1958 and April 30, 1959.

COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION DE
RIMOUSKICONSTRUCTION JOINT COMMITTEE
OF RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 avril 1958 et le 30 avril 1959.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 30, 1958, and April 30, 1959.

Recettes:

| | |
|--|--------------------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$10,190.00 |
| Salariés..... | 10,190.00 |
| Honoraires d'examen..... | 400.00 |
| Amendes et retenues sur réclama- tions..... | 150.00 |
| Intérêts et bonis sur dépôts..... | 70.00 |
| | <u>\$21,000.00</u> |

Receipts:

| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$10,190.00 |
| Employees..... | 10,190.00 |
| Examination fees..... | 400.00 |
| Fines and deductions from claims... | 150.00 |
| Interest and bonus on deposits..... | 70.00 |
| | <u>\$21,000.00</u> |

Déboursés:

| | |
|--|--------------------|
| Salaires des employés..... | \$9,000.00 |
| Frais de déplacement — administra- tion..... | 4,000.00 |
| Jetons de présence et frais de dépla- cement des membres..... | 3,500.00 |
| Service des examinateurs..... | 400.00 |
| Papeterie et approvisionnement de bureau..... | 500.00 |
| Entretien du mobilier et divers..... | 200.00 |
| Loyer..... | 780.00 |
| Taxes municipales..... | 20.00 |
| Assurances générales..... | 100.00 |
| Assurance groupe..... | 300.00 |
| Vérification..... | 200.00 |
| Frais de voyage..... | 2,000.00 |
| | <u>\$21,000.00</u> |

Disbursements:

| | |
|---|--------------------|
| Salaries of employees..... | \$9,000.00 |
| Travelling expenses—administration. | 4,000.00 |
| Meeting expenses and members' trav- elling expenses..... | 3,500.00 |
| Services of examiners..... | 400.00 |
| Stationery and office equipment.... | 500.00 |
| Furniture maintenance and miscel- laneous..... | 200.00 |
| Rent..... | 780.00 |
| Municipal taxes..... | 20.00 |
| Insurance..... | 100.00 |
| Groupe insurance..... | 300.00 |
| Audition..... | 200.00 |
| Travelling expenses..... | 2,000.00 |
| | <u>\$21,000.00</u> |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958. 47682-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958. 47682-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Coiffeurs de Québec, établi en exécution du décret N° 44, du 14 janvier 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil 386 du 24 avril 1958, section "G", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever les cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Hairdressers of Quebec, formed under Decree No. 44 of January 14, 1954, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 386 of April 24, 1958, Part "G", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Cotisation*1. *Assessments*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1958 au 1er mai 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from May 1, 1958, to May 1, 1959; it shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

a) Professional employers governed by the decree No. 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the regular payroll, and of the commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80.00 dans la zone I et de \$70.00 dans les autres zones. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret

b) The artisans governed by the said decree, No. 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of ½ of 1% based on an average weekly remuneration of \$80.00 in zone I and of \$70.00 in other zones. Every employer or professional employer who plies one of the trades governed by the decree No. 44 is also considered, for the purposes of this regula-

numéro 44, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire, les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

L'employeur professionnel doit transmettre un rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Coiffeurs de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1958 et le 1er mai 1959.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Siège social: 330 rue St-Roch, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1958 et le 1er mai 1959.

Recettes:

| | |
|--|--------------------|
| Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 7,000.00 |
| Artisans..... | 10,700.00 |
| Salariés..... | 7,000.00 |
| Honoraires d'examens et carnets d'apprentissage..... | 100.00 |
| Pénalités et divers..... | 200.00 |
| | <u>\$25,000.00</u> |

Déboursés:

| | |
|-------------------------|-------------|
| Salaires: | |
| Employés de bureau..... | \$ 8,444.00 |
| Inspecteurs..... | 7,585.00 |

tion, as an artisan.

c) Employees governed by the said decree, No. 44 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their commissions, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Artisans shall also forward to the Parity Committee, every month, the assessments they are hereby required to pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The report shall be forwarded with the assessments of professional employers and of employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy imposed by the present regulation is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the information required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Hairdressers of Québec, for the period between May 1, 1958, and May 1, 1959.

THE JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUEBEC

Head Office: 330 St. Roch St., Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1958, and May 1, 1959.

Receipts:

| | |
|---|--------------------|
| Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 7,000.00 |
| Artisans..... | 10,700.00 |
| Employees..... | 7,000.00 |
| Examination fees and apprentice booklets..... | 100.00 |
| Penalties, miscellaneous..... | 200.00 |
| | <u>\$25,000.00</u> |

Disbursements:

| | |
|-----------------------|-------------|
| Salaries: | |
| Office employees..... | \$ 8,444.00 |
| Inspectors..... | 7,585.00 |

| | | | |
|--|--------------------|---|--------------------|
| Frais de déplacements: | | Travelling expenses: | |
| Inspecteurs..... | 2,100.00 | Inspectors..... | 2,100.00 |
| Administration..... | 200.00 | Administration..... | 700.00 |
| Loyer du bureau..... | 625.00 | Office rent..... | 625.00 |
| Frais judiciaires et professionnels... | 1,100.00 | Legal fees..... | 1,100.00 |
| Papeterie, impression et publicité... | 930.00 | Stationery, printing and publicity... | 930.00 |
| Timbres, téléphone et assurance-chô- mage..... | 800.00 | Postage, telephone and unemploy- ment insurance..... | 800.00 |
| Ameublement et accessoires de bu- reau..... | 600.00 | Furniture and office equipment..... | 600.00 |
| Assurance et frais de cautionnement. | 200.00 | Insurance and fidelity bond..... | 200.00 |
| Frais de déplacement des membres et du président..... | 260.00 | Travelling expenses of chairman and members..... | 260.00 |
| Jetons de présence aux membres du Comité..... | 550.00 | Meeting expenses of committee mem- bers..... | 550.00 |
| Souscriptons et abonnements..... | 596.00 | Subscriptions..... | 596.00 |
| Bureau d'examineurs..... | 300.00 | Board of examiners..... | 300.00 |
| Dépréciation..... | 60.00 | Depreciation..... | 60.00 |
| Divers et imprévus..... | 150.00 | Various and unforeseen expenses.... | 150.00 |
| | \$25,000.00 | | \$25,000.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958. 47682-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958. 47682-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans les villes de Dolbeau et Mistassini et un rayon de trois (3) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 621 du 20 mai 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

Le paragraphe s) suivant sera ajouté à l'article I:

"s) Le mot "artisan" signifie toute personne qui exploite, seule ou en société, un établissement régi par le présent décret et qui n'emploie pas de salarié."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958. 47682-0

ERRATUM

La version anglaise de l'avis de prélèvement concernant le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean et Chicoutimi, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 avril 1958, page 1394, est corrigée comme suit:

Les mots "March 31, 1959" apparaissant trois fois dans ledit avis doivent se lire "May 31, 1959".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 mai 1958. 47682-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to commercial establishments in the towns of Dolbeau and Mistassini and a radius of three (3) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 621 of May 20, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

The following paragraph s) will be added to article I:

"s) The word "artisans" means any personne who operates, alone or in partnership, an establishment governed by the present decree and who has no employees."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958. 47682-0

ERRATUM

The English version of the notice of levy concerning the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John and Chicoutimi, published in the issue of April 12, 1958 of the *Quebec Official Gazette*, page 1394, is corrected as follows:

The date "March 31, 1959" appearing three times in the said notice of levy should read "May 31, 1959".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, May 3, 1958. 47682-0

**Ministère des Finances
Assurances**

**Department of Finance
Insurance**

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes que "The Hanover Fire Insurance Company", constituée en corporation conformément aux lois de l'État de New York, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province sous le numéro 289, a changé son nom en celui de "The Hanover Insurance Company".

Notice is hereby given that "The Hanover Fire Insurance Company", incorporated under the laws of the State of New York, United States of America, and registered in this Province under number 289, has changed its name to "The Hanover Insurance Company".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 avril 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 17th of April 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

47631-17-2-o Surintendant des assurances.

47631-17-2-o Superintendent of Insurance.

**AVIS D'ANNULATION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION**

Attendu que "Reliance Insurance Company of Philadelphia", dont le siège social est situé à Philadelphie, État de Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, a été fusionnée par "Fire Association of Philadelphia", dont le siège social est situé à Philadelphie, État de Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un acte de fusion en date du 13 décembre 1957, et qui a pris effet le 1er janvier 1958;

Whereas "Reliance Insurance Company of Philadelphia", whose head office is situate in Philadelphia, State of Pennsylvania, United States of America, has been merged into "Fire Association of Philadelphia", whose head office is situate in Philadelphia, State of Pennsylvania, United States of America, under an agreement of merger dated December 13th, 1957, and that has taken effect on the 1st of January 1958;

Attendu que "Fire Association of Philadelphia", la corporation subsistante, est dûment autorisée à faire des affaires dans la province de Québec;

Whereas "Fire Association of Philadelphia", a company duly authorized to do business in this Province, is the resulting corporation;

Attendu que "Reliance Insurance Company of Philadelphia" s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

Whereas "Reliance Insurance Company of Philadelphia" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "Reliance Insurance Company of Philadelphia" sont annulés à compter du 17 avril 1958.

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Reliance Insurance Company of Philadelphia" is cancelled as from the 17th of April 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 17 avril 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on the 17th of April 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

47632-17-2-o Surintendant des assurances.

47632-17-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes (a) que "Fire Association of Philadelphia", constituée en corporation conformément aux lois de l'État de Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province sous le numéro 228, a changé son nom en celui de "Reliance Insurance Company", et (b) que la compagnie n'est autorisée à employer ce nom dans la province qu'à la condition de le faire suivre des mots "of Philadelphia".

Notice is hereby given (a) that "Fire Association of Philadelphia", incorporated under the laws of the Commonwealth of Pennsylvania, United States of America, and registered in this Province under number 228, has changed its name to "Reliance Insurance Company", and (b) that the company is authorized to use this name in the Province on the condition that it is followed by the words "of Philadelphia".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 24 avril 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 24th of April 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

47667-18-2-o Surintendant des assurances.

47667-18-2-o Superintendent of Insurance.

Nomination

Appointment

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à son honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICERS

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

| District électoral Electoral district | Nom, prénoms Name, christian names | Profession ou occupation Profession or calling | Domicile Domicile |
|--|---------------------------------------|---|----------------------|
| Charlevoix..... | Warrén, Samuel (1).r.... | Comptable-auditeur — Accountant-Auditor. | Pointe-au-Pic. |

(1) En remplacement de monsieur Édouard Boulianne, décédé. — In place, of Mr. Édouard Boulianne, deceased.

Québec, le 28 avril 1958.

Le Président général des élections,
47680-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, April 28th, 1958.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
47680-o Chief Returning-Officer.

Sièges sociaux

Head Offices

(P.G. 10947-58)

LES ENTREPRISES TRIANGLE INC.

Règlement N° 12

Concernant le changement de bureau principal

Le bureau principal de la compagnie "Les Entreprises Triangle Inc.", est transporté de Montréal, district de Montréal, où il était auparavant, à Prévile, district de Montréal, au numéro 22 de la rue Provence.

Décrité, ce 11 février 1958.

Copie certifiée conforme.

Le Secrétaire,
47660-o MAURICE JOUBERT, ING. P.

LES ENTREPRISES DUVERNAY LTÉE

Avis est donné par les présentes que la Compagnie "Les Entreprises Duvernay Ltée" constituée en corporation par lettres patentes émises le vingt-deux janvier 1958, et ayant son siège social dans la Cité de Montréal, a établi son bureau dans ladite cité au numéro 7881 Boulevard Décarie.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22ième jour de janvier 1958.

Le Secrétaire,
47662-o MARGUERITE ROBERT
RAPONI.

DÉCLARATION

"L.M. Électrique Inc.", fut incorporée par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 28 juin, 1957.

Elle a commencé ses opérations, le 23 avril, 1958.

Le bureau-chef de la compagnie est situé au No. 413 Avenue du Parc, en la cité de Granby, district de Bedford, province de Québec.

Et j'ai signé à Granby, ce 23 avril, 1958.

Le Président,
47663-o LIONEL MATHIEU.

(A.G. 10947-58)

LES ENTREPRISES TRIANGLE INC.

By-law No. 12

Concerning change of head office

The head office of the company "Les Entreprises Triangle Inc.", is transferred from Montreal, district of Montreal, where it was heretofore, to Prévile, district of Montreal, to number 22 Provence Street.

Enacted, on February 11, 1958.

Certified true copy.

MAURICE JOUBERT, P. ENG.,
47660 Secretary.

LES ENTREPRISES DUVERNAY LTÉE

Notice is hereby given that the Company "Les Entreprises Duvernay Ltée" constituted as a corporation by letters patent issued the twenty-second day of January 1958, and having its head office in the City of Montreal, has established its office in the said city at number 7881 Decarie Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd. day of January 1958.

MARGUERITE ROBERT
47662 RAPONI,
Secretary.

DECLARATION

"L.M. Électrique Inc.", was incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, dated June 28, 1957.

It started its operations on April 23, 1958.

The head office of the Company is located at No. 413 Park Avenue, in the City of Granby, District of Bedford, Province of Quebec.

And I have signed at Granby, this April 23, 1958.

LIONEL MATHIEU,
47663 President.

■ Avis est par les présentes donné que la compagnie "Spécialités Lucerne Specialties Inc.", incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises le 26 mars 1958, a son bureau principal au N° 4566 de la rue De Lanaudière dans la cité de Montréal.

Notice is hereby given that the company "Spécialités Lucerne Specialties Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued on March 26, 1958, at its head office, at No. 4566 De Lanaudière Street, in the City of Montreal.

Montréal, le 28 mars 1958.
Le Secrétaire,
47664-o LOUIS-PHILIPPE GAGNON.

Montreal, March 28, 1958.
LOUIS-PHILIPPE GAGNON,
47664 Secretary.

AVIS D'ADRESSE

Avis est donné que la Compagnie "Quebec Base Metals Exploration Ltd. (N.P.L.)" constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mars 1957, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1392 est, Sherbrooke.

Notice is hereby given that "Quebec Base Metals Exploration Ltd. (N.P.L.)" company incorporated by letters patent on March 19th 1957, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 1392 Sherbrooke Street east.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Daté à Montréal, ce 24ième jour d'avril 1958.

Dated at Montreal, this 24th day of April 1958.

Le Président,
47665-o JACQUES FORGET.

JACQUES FORGET,
47665-o President.

(Sec. P. 2937-54)

(P. Sec. 2937-54)

AVIS DE CHANGEMENT DU SIÈGE SOCIAL

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

(Loi des Compagnies à Fonds Social étrangères)

(Extra-Provincial Companies' Act)

Avis est, par les présentes, donné que "Wilford & Mc Kay, Incorporated", une compagnie à fonds social étrangères dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, a dûment transmis au Secrétaire de la province une copie d'une nouvelle procuration exécutée le 28 février 1958, confirmant la nomination de M. Cecil T. Teakle de 459 avenue Strathcona, Westmount, Montréal 6, comme son agent principal dans cette province et déclarant que le bureau principal de ladite compagnie dans la province de Québec a été transporté de la cité de Montréal à l'adresse donnée ci-dessus, à savoir: 459 avenue Strathcona, Westmount, Montréal 6.

Notice is hereby given that "Wilford & Mc Kay, Incorporated", an extra-provincial company duly licensed to do business in the Province of Quebec, has duly transmitted, to the Provincial Secretary, a copy of a new power of attorney executed on February 28th, 1958 confirming the constitution of Mr. Cecil T. Teakle of 459 Strathcona Avenue, Westmount, Montreal 6, as its chief agent in this Province, and declaring that the principal office of the said company in the Province of Quebec has been changed from the City of Montreal to the above given address, namely: 459 Strathcona Avenue, Westmount, Montreal 6.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1958.

Given at the office of the Provincial Secretary this 25th day of April, 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
47677 JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
47677-o Under Secretary of the Province.

Avis de situation du siège social

Notice of location of head office

"UNIVERSAL ENTERPRISES LIMITED"

"UNIVERSAL ENTERPRISES LIMITED"

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Universal Enterprises Limited" constituée en corporation par lettres patentes émises le vingt-deux novembre, 1957, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau dans ladite cité au numéro 261 de la rue St-Jacques ouest.

Notice is hereby given that the company "Universal Enterprises Limited" constituted as a corporation by letters patent issued the twenty-second day of November, 1957, and having its head office in the City of Montreal, has established its office in the said City at number 261 St. James Street, West.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal, ce 17ième jour d'avril, 1958.

Given at Montreal, this 17th. day of April 1958.

Le Président,
47678-o CLAUDE DUCHARME.

CLAUDE DUCHARME,
47678 President.

J. E. STANSBURY & Co. LTD.

J. E. STANSBURY & Co. LTD.

Cette compagnie a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du

This company was incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on Marh 12, 1958, and has

19 mars 1958, et a établi son siège social à 1070 rue Bleury, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 12 mars 1958.

47679

Le Secrétaire,
GEORGE WHELAN.

established its head office at 1070 Bleury Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, March 12, 1958.

47679-o

GEORGE WHELAN,
Secretary.

JOHN SCHWARTZ LIMITED

Cette compagnie a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 7 mars 1957 et a établi son siège social à 5590 avenue Victoria, Montréal, Qué.

Montréal, 8 novembre 1957.

47684

Le Secrétaire,
LILLIAN SCHWARTZ.

This company was incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on March 7, 1957, and has established its head office at 5590 Victoria Avenue, Montreal, Que.

Montreal, November 8, 1957.

47684-o

LILLIAN SCHWARTZ,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "A. S. McNichols & Co. Ltd. — A. S. McNichols & Cie Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1931, et ayant son siège social en la province de Québec, à Montréal, où jusqu'à cette présente date, il était situé au numéro 132 ouest, rue St-Jacques l'a transporté au numéro 4374 rue De la Roche.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce vingt-huitième jour d'avril 1958.

(Sceau)
47685

Le Secrétaire,
LOUISE McNICHOLS.

NOTICE OF CHANGE OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the company "A. S. McNichols & Co. Ltd. — A. S. McNichols & Cie Ltée", incorporated by letters patent dated March 3, 1931, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, where its head office was situated until this present date, at number 132 St. James Street West, has transferred it to number 4374 De la Roche Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-eighth day of April, 1958.

(Seal)
47685-o

LOUISE McNICHOLS,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Tracteur Radisson Inc. — Radisson Tractor Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 16 avril 1958 aura sa principale place d'affaires au no 5 rue Hackett à Granby.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, le 22 avril 1958.

(Sceau)
47694-o

Le Secrétaire,
JACQUES BOUCHARD.

Notice is hereby given that "Tracteur Radisson Inc. — Radisson Tractor Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part 1st of the Quebec Company's Act, on the 16th day of April 1958, has his head office at 5 Hackett Street Granby.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this 22nd day of April 1958.

(Seal)
47694-o

JACQUES BOUCHARD,
Secretary.

REDWOOD LUMBER & BUILDERS SUPPLIES LTD.

Avis du changement du siège social

Avis est donné que "Redwood Lumber & Builders Supplies Ltd.", constituée en corporation le 2 août 1955 et ayant autrefois son siège social à Montréal, a établi son nouveau siège social à 5, Montée Masson, à St-Vincent-de-Paul, dans le district de Montréal.

St-Vincent-de-Paul, le 25 avril 1958.

La Secrétaire,
47695-o CLAIRE FOURNIER-LACROIX.

REDWOOD LUMBER & BUILDERS SUPPLIES LTD.

Notice of the Change in the Address of the Head Office

Notice is hereby given that "Redwood Lumber & Builders Supplies Ltd.", company incorporated on the 2nd day of August, 1955, and formerly having its head office in Montreal has moved its said head office to 5 Montée Masson, St. Vincent de Paul, in the District of Montreal.

St. Vincent de Paul, April 25th, 1958.

CLAIRE FOURNIER-LACROIX,
Secretary.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDATS AUX EXAMENS D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES TO THE EXAMINATIONS FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

| Noms Names | Prénoms Surnames | Age | Résidence Residence | Collèges Colleges |
|---------------|---------------------|-----|------------------------|---------------------------|
| Allaire..... | Gérald..... | 24 | Magog..... | Université de Sherbrooke. |
| Badeau..... | Claude..... | 28 | Sherbrooke..... | Université de Sherbrooke. |
| Bergeron..... | Léonard..... | 25 | Magog..... | Université de Sherbrooke. |
| Boudreau..... | Gérard..... | 25 | Sherbrooke..... | Université de Sherbrooke. |
| Gobell..... | Albert..... | 23 | Sherbrooke..... | Université de Sherbrooke. |
| Mélanson..... | Jean..... | 23 | Windsor..... | Université de Sherbrooke. |

Sherbrooke, ce 21 avril 1958 — Sherbrooke, April 21st, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
CHARLES LEBLANC,
Secretary of the Bar of St. Francis.

47693-o

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-JULIE
(Comté de Verchères)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-JULIE
(County of Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, D.-R. Gauthier, secrétaire-trésorier, Ste-Julie, comté de Verchères, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 20 mai 1958, pour l'achat de \$140,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Julie, comté de Verchères, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned D.-R. Gauthier, Secretary-Treasurer, Ste-Julie, county of Verchères, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, May 20, 1958, for the purchase of an issue of \$140,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Ste-Julie, county of Verchères, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1978, inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 22 mars 1958, telle que modifiée — reconstruction de l'école du village.

Loan resolution dated March 22, 1958, as amended — reconstruction of the village school.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1958.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$140,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$140,000.00 — 20 years

| Année | Capital |
|--------------------|---------------|
| 1er juin 1959..... | x \$25,500.00 |
| 1er juin 1960..... | x 26,500.00 |
| 1er juin 1961..... | x 28,000.00 |
| 1er juin 1962..... | 2,500.00 |
| 1er juin 1963..... | 2,500.00 |
| 1er juin 1964..... | 2,500.00 |
| 1er juin 1965..... | 2,500.00 |
| 1er juin 1966..... | 3,000.00 |
| 1er juin 1967..... | 3,000.00 |
| 1er juin 1968..... | 3,000.00 |
| 1er juin 1969..... | 3,000.00 |
| 1er juin 1970..... | 3,500.00 |
| 1er juin 1971..... | 3,500.00 |
| 1er juin 1972..... | 4,000.00 |
| 1er juin 1973..... | 4,000.00 |
| 1er juin 1974..... | 4,000.00 |
| 1er juin 1975..... | 4,500.00 |
| 1er juin 1976..... | 4,500.00 |
| 1er juin 1977..... | 5,000.00 |
| 1er juin 1978..... | 5,000.00 |

| Year | Capital |
|---------------------|---------------|
| June 1st, 1959..... | x \$25,500.00 |
| June 1st, 1960..... | x 26,500.00 |
| June 1st, 1961..... | x 28,000.00 |
| June 1st, 1962..... | 2,500.00 |
| June 1st, 1963..... | 2,500.00 |
| June 1st, 1964..... | 2,500.00 |
| June 1st, 1965..... | 2,500.00 |
| June 1st, 1966..... | 3,000.00 |
| June 1st, 1967..... | 3,000.00 |
| June 1st, 1968..... | 3,000.00 |
| June 1st, 1969..... | 3,000.00 |
| June 1st, 1970..... | 3,500.00 |
| June 1st, 1971..... | 3,500.00 |
| June 1st, 1972..... | 4,000.00 |
| June 1st, 1973..... | 4,000.00 |
| June 1st, 1974..... | 4,000.00 |
| June 1st, 1975..... | 4,500.00 |
| June 1st, 1976..... | 4,500.00 |
| June 1st, 1977..... | 5,000.00 |
| June 1st, 1978..... | 5,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$81,528.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$27,176.00 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Julie, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 mai 1958, à 8.00 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, Ste-Julie, comté de Verchères.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Julie, (Comté de Verchères), ce 25 avril 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
D.-R. GAUTHIER.

Téléphone: 85 à Ste-Julie; ou CRéscent 1-2476 à Montréal.

Ste-Julie, (Verchères), P.Q. 47666-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BEAUPORT
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, J.-A. Gendron, secrétaire-trésorier, Académie Ste-Marie, 10, rue de l'Académie, Beauport, comté de Québec, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 19 mai 1958, pour l'achat de \$478,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauport, comté de Québec, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 23 septembre 1957 — construction d'une annexe à l'Académie Ste-Marie.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$81,528.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$27,176.00 each, from 1959 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Julie, county of Verchères.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are not redeemable by anticipation before June 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, May 20, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, Ste-Julie, county of Verchères.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Julie, (County of Verchères), April 25, 1958.

D.-R. GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Telephone: 85 Ste-Julie; or CRéscent 1-2476 at Montreal.

Ste-Julie, (Verchères), P.Q. 47666

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BEAUPORT
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Gendron, Secretary-Treasurer, Académie Ste-Marie, 10, Académie Street, Beauport, county of Quebec, until 8.00 o'clock p.m., Monday, May 19th, 1958, for the purchase of an issue of \$478,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the town of Beauport, county of Quebec, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 23rd, 1957 — construction of an annex at the St. Mary's Academy.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1958.

For the purposes of awarding the issue only computation of interest will be made as from June 1st, 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$478,000.00 — 20 ans.

Table of redemption — \$478,000.00 — 20 years

| Année | Capital |
|---------------------|-------------|
| 1er juin 1959.....x | \$81,000.00 |
| 1er juin 1960.....x | 85,000.00 |
| 1er juin 1961.....x | 88,500.00 |
| 1er juin 1962.....x | 92,500.00 |
| 1er juin 1963..... | 6,000.00 |
| 1er juin 1964..... | 6,000.00 |
| 1er juin 1965..... | 6,500.00 |
| 1er juin 1966..... | 6,500.00 |
| 1er juin 1967..... | 7,000.00 |
| 1er juin 1968..... | 7,000.00 |
| 1er juin 1969..... | 7,500.00 |
| 1er juin 1970..... | 8,000.00 |
| 1er juin 1971..... | 8,000.00 |
| 1er juin 1972..... | 8,500.00 |
| 1er juin 1973..... | 9,000.00 |
| 1er juin 1974..... | 9,500.00 |
| 1er juin 1975..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1976..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1977..... | 10,500.00 |
| 1er juin 1978..... | 11,000.00 |

| Year | Capital |
|----------------------|-------------|
| June 1st, 1959.....x | \$81,000.00 |
| June 1st, 1960.....x | 85,000.00 |
| June 1st, 1961.....x | 88,500.00 |
| June 1st, 1962.....x | 92,500.00 |
| June 1st, 1963..... | 6,000.00 |
| June 1st, 1964..... | 6,000.00 |
| June 1st, 1965..... | 6,500.00 |
| June 1st, 1966..... | 6,500.00 |
| June 1st, 1967..... | 7,000.00 |
| June 1st, 1968..... | 7,000.00 |
| June 1st, 1969..... | 7,500.00 |
| June 1st, 1970..... | 8,000.00 |
| June 1st, 1971..... | 8,000.00 |
| June 1st, 1972..... | 8,500.00 |
| June 1st, 1973..... | 9,000.00 |
| June 1st, 1974..... | 9,500.00 |
| June 1st, 1975..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1976..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1977..... | 10,500.00 |
| June 1st, 1978..... | 11,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$364,261.76, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$91,065.44 chacun, de 1959 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$364,261.76, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$91,065.44 each, from 1959 to 1962 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds shall not be callable before June 1st, 1968 inclusively; after the latter date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 19 mai 1958, à 8.00 heures du soir, à l'Académie Ste-Marie, 10 rue de l'Académie, Beauport, comté de Québec.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, May 19th, 1958, at 8.00 o'clock P.M., at the Académie Ste-Marie, 10, Academy Street, Beauport, county of Quebec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beauport, (Comté de Québec), ce 1er mai 1958.

Beauport, (County of Quebec) this 1st of May, 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. GENDRON.

J.-A. GENDRON,
Secretary-Treasurer.

Académie Ste-Marie, 10, rue de l'Académie,
Beauport, (Québec), P. Q.
Téléphone: MO-3-0909.

Académie Ste-Marie, 10, Académie Street,
Beauport, (Quebec), P. Q.
Phone: MO-3-0909.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1957, et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company" à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ontario, à ONZE heures du matin, le HUITIÈME jour de MAI 1958, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 21 mars 1958.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY.

Le Surintendant Général,

47414-13-6-o

F. A. DOYLE.

Sale of Unclaimed goods

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1957, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at ELEVENTH o'clock in the forenoon, on the EIGHTH day of MAY, 1958 under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Quebec, this 21 st, March, 1958.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY.

F. A. DOYLE,

General Superintendent.

47414-13-6-o

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5811-F. Dans la Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de: Charles Aimé Drolet (Drolet Tire Service Enr.) Cap St-Ignace, comté de Montmagny, P.Q.

VENTE À L'ÉCAN

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de MAI, 1958, à ONZE heures A.M. sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Cap St-Ignace, Co. Montmagny, P.Q. l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un terrain mesurant 85 pieds du sud au nord et 160 pieds de l'est à l'ouest, borné à l'ouest au terrain de Georges Picard, au nord par le chemin public, à l'est et au sud au terrain de J.-O. Coulombe, lequel terrain est connu et désigné comme partie du lot No. 228 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur à la charge des taxes municipales et scolaires et de toutes autres impositions foncières tant pour le passé que pour l'avenir.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 14 avril, 1958.

Le Syndic,
J. P. BÉDARD.

Bureau: 71, rue St-Pierre,
Chambre 411, Québec.

47558-16-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5811-F. In the Superior Court (In bankruptcy). In the matter of: Charles Aimé Drolet (Drolet Tire Service Enr.), Cap St-Ignace, county of Montmagny, P.Q.

AUCTION-SALE

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, MAY TWENTY-ONE, 1958, at ELEVEN o'clock A.M., will be sold by public auction, at the Church door of the parish of Cap St-Ignace, Co. Montmagny, P.Q. the immoveable property as follows

A piece of land measuring 85 feet from south to north and 160 feet from the east to the west, bounded to the west to land of Georges Picard, to the north by the public road, at the east and south to the land of J. O. Coulombe, the said land is known and designated as part of lot No. 228 to the plan and official cadastre for the parish of Cap St-Ignace, with the buildings thereon erected, circumstances and dependances.

This immoveable property shall be sold to the last and highest bidder subject to municipal and scholar taxes and all impositions as much for the past as for the future.

Titles and certificates may be examined at all time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the code of civil procedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.
Québec, April 14th, 1958.

J. P. BÉDARD,
Trustee.

Offices: 71, St-Peter St.,
Room 411, Québec.

47558-16-2-o

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure (En matière de Faillite). Dans l'affaire de: Paul-Émile Morissette, ci-devant entrepreneur électricien et faisant affaires également sous les nom et raison sociale de "Morissette Anten T.V. Enrg" 456, St-Léon, Chicoutimi, P.Q., débiteur.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Paul-Émile Morissette, former master electrician carrying on business under the name and style of "Morissette Anten T.V. Enrg", 456 St. Léon, Chicoutimi, P.Q., debtor.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: VENDORI, le VINGT-TROIS MAI 1958, à ONZE heures a.m. sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur du Bassin Chicoutimi, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Un lopin de terre de figure irrégulière formant partie du lot N° onze cent vingt-cinq (P. 1125) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, mesurant environ 75 pi. de largeur du sud-est au nord-ouest, en front du côté nord-est, 32 pi. de largeur du côté sud-ouest, par 100 pi. de profondeur du nord-est au sud-ouest et 50 pi. de profondeur sur les 43 pi. de largeur du côté sud-est dudit terrain et compris dans les bornes suivantes: Au nord-est par une rue de 50 pi. de largeur dont le propriétaire à l'usage a perpétué pour communiquer de son terrain à la rue Lévesque, au sud-ouest, partie par le terrain de M. Arthur Gagnon, fils, partie à la rue Gagnon, joignant d'un côté au sud-est partie au terrain de Philippe Lapointe et partie au terrain de M. Arthur Gagnon, fils et de l'autre côté au nord-ouest au terrain de M. Charles Morin, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement.

L'item (A) sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes ainsi que des servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C., aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 14 avril 1958.

Les Syndics,
LEFAIVRE, LABERGE,
MARMETTE & LEFAIVRE.

111. Côte de la Montagne, Québec et
360 est, rue Racine, Chicoutimi. 47561-16-2-0

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Hans Rolf, faisant le commerce de boulangerie, pâtisserie sous les nom et raison sociale de "Central Bakery Reg'd" 400 Ave. Gamache à Sept-Iles, comté de Saguenay, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MARDI, le VINGT MAI 1958, à TROIS heures p.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse St-Joseph de Sept-Iles, comté de Saguenay, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item a) Un lot de terre connu et désigné sous le N° huit cent vingt (820) du rang deux, d'après les plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le Village de Sept-Iles, situé dans la ville de Sept-Iles, Canton Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances sans exception ni réserve.

Biens meubles

A 4.00 heures de l'après-midi, soit le 20 mai 1958, les syndics vendront sur les lieux à la place d'affaires du débiteur les biens meubles consistant en de la machinerie, de l'outillage etc. (pour être vendus en détail).

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: FRIDAY, the TWENTY-THIRD day of MAY 1958, at ELEVEN o'clock a.m., shall be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Sacré-Cœur du Bassin Chicoutimi, the immovable hereinafter described, to wit:

Item A) A plot of land of irregular shape forming part of lot No. eleven hundred and twenty-five (P. 1125) of the official cadastre of the town of Chicoutimi, measuring some 75 ft. in width from the southeast to the northwest, in front on the northeasterly side, 32 ft. in width on the southwesterly side, by 100 ft. in depth from the northeast to the southwest and 50 ft. in depth by 43 ft. in width on the southeasterly side of said piece of land and included in the following boundaries: Northeasterly by a street 50 ft. wide, the owner of which has a user's right for life in order to communicate between his land and Lévesque Street, southwesterly, partly by the land of Mr. Arthur Gagnon, Junior, partly by Gagnon Street, adjoining on one side to the southeast, partly the land of Philippe Lapointe and partly the land of Mr. Arthur Gagnon, Junior, and on the other side to the northwest, the land of Mr. Charles Morin, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, all of which as it actually stands.

Item (A) shall be put up for sale to the last and highest bidder subject to rents as well as the servitudes both active and passive.

Titles and certificates may be examined at the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. as well as article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.
Québec, April 14, 1958.

LEFAIVRE, LABERGE,
MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

111 Mountain Hill, Québec and
369 Racine Street, East, Chicoutimi. 47561-16-2

Canada, Province of Québec, District of Québec, Superior Court (in the matter of Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Hans Rolf, carrying on a bakery and confectionery business under the style and name of "Central Bakery Reg'd" 400 Gamache Ave., at Sept-Iles, county of Saguenay, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: TUESDAY, MAY TWENTIETH, 1958, at THREE o'clock p.m., shall be sold by public auction, at the church door on the parish of St. Joseph of Sept-Iles, county of Saguenay, the immovable hereinafter described, to wit:

Item a) A lot of land known and designated under No. eight hundred and twenty (820) of range two, according to the official plan and book of reference for the cadastre of the Village of Sept-Iles, situated in the town of Sept-Iles, Letellier township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, without exception nor reserve.

Moveable property

At 4.00 o'clock in the afternoon, albeit the 20th of May, 1958, the Trustees shall be on the premises at the business place of the debtor, the moveable property consisting of machinery, equipment, etc. (to be sold in detail).

L'item (A) sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes ainsi que des servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 16 avril 1958.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE.

Bureaux:
111, Côte de la Montagne,
Québec. 47574-16-2-0

Item (A) shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to the rents as well at the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P., and also article 55 of the Bankruptcy Act, 1949. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions: cash.
Québec, April 16, 1958.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,

Offices:
111, Mountain Hill,
Québec. 47574-16-2

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, N° 631 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Léonard Grégoire, industriel, St-Esprit, Co. Montcalm, cédant autorisé; et Claude Perras, syndic.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, number 631 (1956) "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Léonard Grégoire, industrialist, St-Esprit, Co. Montcalm, authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un morceau de terre à bois et de terre en culture, situé à St-Esprit, borné d'un bout par le chemin du Roi, de l'autre bout et d'un côté à Pacifique Pelletier, et de l'autre bout du reste de ladite terre à bois appartenant à Dame Aimé Venne, contenant un arpent et demi de largeur sur la longueur dudit terrain à bois, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Esprit comme faisant partie du numéro quatre cent soixante-seize (P. numéro 476, avec les bâtisses y érigées;

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Esprit, Co. Montcalm, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est, JEUDI le VINGT-NEUF de MAI 1958.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu, par la Cour Supérieure à Joliette, le 3 mars 1958, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Ccde de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1958.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS,
PERRAS & RAINVILLE, syndics,
4, est rue Notre-Dame,
Montréal. 47640-17-2-0

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 631 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de Léonard Grégoire, industriel, Saint-Esprit, comté de Montcalm, cédant autorisé; et Claude Perras, syndic.

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immovables, to wit:

Designation

A parcel of wooded land and cultivated land, situated at St-Esprit, bounded at one end by the King's highway, at the other end on one side, by Pacifique Pelletier, and on the other end by the remainder of the said wooded land belonging to Dame Aimé Venne, containing an arpent and one-half in width on the length of the said wooded land, known on the official plan and in the book of reference of the cadaster of St-Esprit as forming part of number four hundred and seventy-six (Pt. number 476, with the buildings thereon erected;

Shall be sold at the parochial church door of St-Esprit, Co. Montcalm, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, THURSDAY, MAY TWENTY-NINTH, 1958.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Joliette, March 3, 1958, and following the provisions of section 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this seventeenth day of April, 1958.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.
Office of
PERRAS & RAINVILLE, Trustees,
4 Notre-Dame St., East,
Montreal, P.Q. 47640-17-2

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 631 (1956) "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Léonard Grégoire, industrialist, Saint-Esprit, county of Montcalm, authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un terrain connu comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-deux (P. 152) sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit, de forme parallélogramme ou quadrilatère, dont les deux côtés sont égaux deux à deux, dont la hauteur est de soixante pieds, mesure anglaise, et dont les deux côtés les plus longs mesurent deux arpents et demi, bornés dans l'un des petit côtés, par le chemin public, et dans les trois autres côtés, par le reste du même, lot n° 152.

Ce terrain a été pris à côté d'un terrain semblable quant à la forme et aux dimensions, lequel est situé, voisin des lots nos 153 et 153a, du même cadastre;

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Esprit, comté de Montcalm, à ONZE heures et TRENTE de l'avant-midi heure avancée de l'est, JEUDI le VINGT-NEUF mai 1958.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu, par la Cour Supérieure à Joliette, le 3 mars 1958, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la loi de 1949 sur la faillite afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1958.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
PERRAS & RAINVILLE, Syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal. 47641-17-2-o

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 631 (1956) "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Léonard Grégoire, industriel, St-Esprit, comté de Montcalm, cédant autorisé; et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Description

"1° Tous les droits, parts et prétentions qu'il a ou peut avoir sur des lots à bois, situés dans la paroisse de St-Calixte, connus sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton Kilkenny, comme faisant partie des lots numéros 6 B, six C, six D, et six E dans le troisième rang, bornés dans les deux bouts par les cordons, et des deux côtés par les terrains de l'acquéreur.

2° Tous les droits, parts ou prétentions qu'il a ou peut avoir dans et sur deux lots de terre situés en la paroisse de St-Calixte, connus et désignés sous les numéros 4A et 4B du septième rang du canton Kilkenny, d'après les plan et

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immoveables, to wit:

Designation

A lot of land known as forming part of lot number one hundred and fifty-two (Pt. 152) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Esprit, in the form of a parallelogram or quadrilateral, the two sides of which are equal, two by two, the height of which is sixty feet, English measure, and of which both sides on the length, measure two arpents and one-half, bounded on one side of the small sides, by the public highway, and on the other three sides, by the remainder of the same lot, No. 152.

This lot to be taken by the side of a lot similar insofar as form and dimensions go, which is situated as a neighbor to lots Nos. 153 and 153a, of the same cadaster;

Shall be sold at the parochial church door of Saint-Esprit, county of Montcalm, at ELEVEN THIRTY, in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, THURSDAY, MAY TWENTY-NINTH, 1958.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Joliette, March 3, 1958, and following the provisions of section 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this seventeenth day of April, 1958.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
PERRAS & RAINVILLE, trustees,
4 Notre-Dame St., East,
Montreal, P.Q. 47641-17-2

Province of Québec, district of Joliette, Superior Court, number 631 (1956) "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Léonard Grégoire, industrialist, St-Esprit, Co. Montcalm, authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immoveables, to wit:

Description

"1. All the rights, parts and pretentions which he has or may have on wood lots, situated in the parish of St-Calixte, known on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the township of Kilkenny, as forming part of lots numbers 6 B, six C, six D, and six E in the third range, bounded at both ends by the "cordons", and on both sides by the purchaser.

2. All rights, parts or pretentions which he has or may have in and on the two lots of land situated in the parish of St-Calixte, known and designated under numbers 4A and 4B of the seventh range of the township of Kilkenny, ac-

livre de renvoi officiels du cadastre de partie dudit canton, sans bâtisse.

3° Un lot à bois situé à St-Calixte, contenant un arpent de front par vingt-huit arpent, borné dans les bouts par les cordons d'un côté à A. Beaudoin, de l'autre côté à T. Desroches, situé dans le troisième rang, partie du canton Kilkenny, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels de partie du canton de Kilkenny, paroisse de St-Calixte, sous le numéro six-A, (6A).

4° Un lot à bois situé à St-Calixte, dans le 3ième rang de Kilkenny, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de St-Calixte, canton de Kilkenny, sous le numéro six-G (6-G).

Seront vendus comme une seule et même exploitation à la porte de l'église paroissiale de St-Calixte de Kilkenny, comté de Montcalm à ONZE heures de l'avant-midi heure avancée de l'est, MARDI le TROISIÈME jour de JUN 1958.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Joliette le 3 mars 1958, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1958.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

PERRAS & RAINVILLE, Syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal.

47642-17-2-0

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 631 (1956) "En faillite" Dans l'affaire de la faillite de: Léonard Grégoire, industriel, St-Esprit, comté de Montcalm cédant autorisé; et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants seront vendus comme un seul lot, savoir:

Désignation

1. Une terre à bois, située dans la paroisse de St-Esprit, comté de Montcalm, contenant vingt-cinq arpents, huit perches, connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Esprit, sous le numéro quatre cent soixante et douze (472), avec les bâtisses y érigées; ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

2. Une terre à bois située en ladite paroisse de St-Esprit, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro cinquante-trois (P. N° 53) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse, contenant environ un arpent et demi de largeur sur douze arpents de profondeur, plus ou moins, et bornée du côté nord par M. Albert Lapierre, du côté sud par un fossé séparant le terrain présentement vendu de celui de M.

cording to the official plan and in the book of reference of the cadaster of part of the said township, without building.

3. A wood lot situated at St-Calixte, containing an arpent in frontage by twenty-eight arpents, bounded at the ends by the "cordons" on one side to A. Beaudoin, on the other side, by T. Desroches, situated in the third range, partly by the township Kilkenny, known on the official plan and in the book of reference of part of the township of Kilkenny, parish of St-Calixte, under number six-A. (6A).

4. A wood lot situated at St-Calixte, in the 3rd range of Kilkenny, known and designated on the official plan and in the book of reference of St-Calixte, township of Kilkenny, under number six-G (6-G).

Shall be sold as a one and only concern at the parochial church door of St-Calixte de Kilkenny, county of Montcalm, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, TUESDAY, the THIRD day of June, 1958.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Montreal, March 3, 1958, and following the provisions of section 55 and following of the bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser, must pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this seventeenth day of April, 1958.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

PERRAS & RAINVILLE, Trustees,
4 Notre-Dame St., east,
Montreal, P.Q.

47642-17-2

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 631 (1956) "In bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of Léonard Grégoire, industrialist, St-Esprit, Co. Montcalm, authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is by these presents given that the following immoveables, shall be sold as a one and only lot, to wit:

Designation

1. A wooded land, situated in the parish of St-Esprit, county of Montcalm, containing twenty-five arpents, eight rods, known on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the parish of St-Esprit, under number four hundred and seventy-two (472), with buildings thereon erected; as the whole is to be found presently with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

2. A wooded land situated in the said parish of St-Esprit, known and designated as forming part of lot number fifty-three (Pt. No. 53) on the official plan and in the book of reference for the cadaster of the said parish, containing an arpent and one-half in width by twelve arpents in depth, more or less, and bounded on the North side by Mr. Albert Lapierre, on the South side, by a ditch separating the land at present sold from

Florian Bleau, du côté ouest par M. Adolphe Lafortune, et de l'autre côté, à l'est par M. Joseph Dugas, avec les bâtisses y érigées;

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Esprit, comté de Montcalm, à MIDI, heure avancée de l'est JEUDI le VINGT-NEUF de MAI 1958.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu, par la Cour Supérieure à Joliette, le 3 mars 1958, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour au tres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'avril 1958.

Bureau de
PERRAS & RAINVILLE, Syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q. 47643-17-2-0

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

that of Mr. Florian Bleau, on the West side, by Mr. Adolphe Lafortune, and on the other side, on the East, by Mr. Joseph Dugas, with the buildings thereon erected.

Shall be sold at the parochial church door of St-Esprit, county of Montcalm, at NOON, Eastern Daylight Saving Time, THURSDAY, MAY TWENTY-NINE, 1958.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Joliette, March 3, 1958, and following the provisions of section 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay Government rights of 2½% in conformity with the law.

For other information and list charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this seventeenth day of April, 1958.

Office of:
PERRAS & RAINVILLE, Trustees,
4, Notre-Dame St., East,
Montreal, P.Q. 47643-17-2

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Vente par licitation

Sale by Licitacion

Canada, Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 19-105, Armand Gauthier, journalier, des cité et district de Trois-Rivières, demandeur: vs Raoul Gauthier, Alice Gauthier, Philippe Livernoche, en sa qualité de curateur à sa fille Claudette, mineure émancipée, Roger Livernoche, René Livernoche, Jean-Roch Livernoche, tous des cité et district de Trois-Rivières; Alphonsine Gauthier, épouse commune en biens de Jack Flansberry avec qui elle demeure en les cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse, et Dolorès Livernoche, épouse séparée de biens de Joseph E. DiBertolo avec qui elle demeure à Philadelphie, États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser son épouse en autant que besoin est, défendeurs.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 19-105, Armand Gauthier, laborer, of the city and district of Trois-Rivières, plaintiff, vs Raoul Gauthier, Alice Gauthier, Philippe Livernoche, in his quality of Curator for his daughter, Claudette, of full age, Roger Livernoche, René Livernoche, Jean-Roch Livernoche, all of the city and district of Trois-Rivières; Alphonsine Gauthier, wife common as to property of Jack Flansberry with whom she lives in the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife, and Dolorès Livernoche, wife separate as to property of Joseph E. DiBertolo, with whom she lives at Philadelphia, the United States of America, and the latter to authorize his wife inasmuch as is necessary, defendants.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, le 21 avril 1958, dans la présente cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, on April 21, 1958, in the present case, ordering the licitation of the immoveable designated as follows, we wit:

"Un emplacement situé sur la rue St-Philippe, en la cité des Trois-Rivières connu et désigné sous le lot quatre cent quarante (440) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières, avec une maison à deux logements portant les numéros civiques 2236 et 2238 de ladite rue, circonstances et dépendances."

"An emplacement situated on St-Philippe Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated under lot four hundred and forty (440) on the official plan and in the book of reference of the city of Trois-Rivières, with a two-tenement house bearing civic numbers 2236 and 2238 of the said Street, circumstances and dependencies."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1958, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de dis-

The immoveable above designated shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1958, in open court, in the Court Room of the Court House of Trois-Rivières, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of Charges filed in the Office of the Protonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to

traire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloes du droit de le faire.

Les Trois-Rivières, le 29 avril 1958.

Le Procureur du demandeur,
47674-18-2-o JACQUES LACOURSIÈRE.

withdraw from the said licitation, must be filed in the of the Office of the Protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and in default by the interested parties to file the said opposition within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Trois-Rivières, April 29, 1958.

JACQUES LACOURSIÈRE,
47674-18-2 Attorney for the plaintiff.

Ventes pour taxes

AVIS PUBLIC

Avis est donnée par le soussigné secrétaire-trésorier de la ville de St-Félicien, que le HUIT MAI mil neuf cent cinquante-huit, à NEUF heure de l'avant-midi, en la salle de l'Hôtel de ville de St-Félicien, seront vendus à l'enchère les immeubles ou propriétés dont les taxes imposées n'ont pas été payées.

Voici le détail de ces propriétés ou immeubles:

Girard Edmourel, propriétaire lot 4-A-1, située sur la rue Boivin, du cadastre officiel du canton Desmeules pour taxes municipales: \$268.05; taxes scolaires: \$254.20.

Potvin Roch, propriétaire lot 49A32, situé sur la rue St-Christophe, du 3ième rang, canton Ashuapmouchouan pour taxes municipales: \$228.65; taxes scolaires: \$265.40.

Potvin Wellie, propriétaire des lots N° 1A85 et 1-A-96, coin Notre-Dame et rue Bouchard, 3ième rang du canton Ashuapmouchouan, pour taxes municipales: \$171.75; taxes scolaires: \$105.05.

Roy Thomas Louis, propriétaire des lots 4-A-5, situé sur la Plateau Boivin, faisant parti du canton Desmeules, pour taxes municipales: \$581.90; taxes scolaires: \$224.70.

Numéro civique 6-8-10-12.

Tremblay Léopold, fils Edm.-Ls., propriétaire des lots 4-A-16, situé sur le Blvd Projeté et la rivière Eusèbe partie du canton Desmeules, pour taxes municipales: \$9.85; taxes scolaires: \$12.25.

Donné sous mon sein, à St-Félicien le vingt-trois avril mil neuf cent cinquante-huit.

Le Secrétaire-trésorier,
47668-18-2-o J. A. BLOUIN.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis public est par le présent donné par Édouard Houde, secrétaire-trésorier que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le ONZE JUIN 1958 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Sales for Taxes

PUBLIC NOTICE

Public notice is given by the undersigned Secretary-Treasurer of the town of St. Félicien, that the EIGHTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-eight, at NINE o'clock in the forenoon, in the Hall of the City Hall of St. Félicien, shall be sold by auction the immovables or properties fro the unpaid taxes imposed thereon.

Herewith are details concerning said properties or immovables:

Girard Edmourel, owner of lot 4-A-1 situate on Boivin Street, of the official cadastre of the township of Desmeules, for: municipal taxes; \$268.05; school taxes: \$254.20.

Potvin Roch, owner of lot 49A32, situated on St. Christophe Street, range 3, township of Ashuapmouchouan for: municipal taxes: \$228.65; school taxes: \$265.40.

Potvin Wellie, owner of lots No. 1A85 and 1-A-96, corner of Notre Dame and Bouchard Street, range 3, township of Ashuapmouchouan for: municipal taxes: \$171.75; school taxes: \$105.05.

Roy Thomas Louis, owner of lots 4-A-5, situated on Boivin Plateau, forming part of the township of Desmeules for: municipal taxes: \$581.90; school taxes: \$224.70. Civic number 6-8-10-12.

Tremblay Léopold, son Edm. Ls., owner of lots 4-A-16, situated on the proposed Blvd and Eusèbe River, part of the township of Desmeules for: municipal taxes: \$9.85; school taxes: \$12.25.

Given under my seal, at St. Félicien the twenty-third day of April, one thousand nine hundred and fifty-eight.

J. A. BLOUIN,
47668-18-2 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Public notice is hereby given by Édouard Houde, secretary-treasurer that the undermentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the ELEVENTH of JUNE 1958 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

| Municipalités Municipalities | Cantons Townships | Appartenant à Owned by | Rangs Ranges | Lots | Eten. Surf. | Taxes |
|---------------------------------|----------------------|---------------------------|-----------------|------------------|----------------|----------|
| Plessisville, par..... | Stanford.... | Jean d'Argenson..... | | P-5 & P-6..... | | \$ 88.50 |
| Irlande Nord..... | Irlande..... | Léopold Bélanger..... | 8..... | 457 & 458..... | 70 ac.. | 72.43 |
| Irlande Nord..... | Irlande..... | Léopold Bélanger..... | 8..... | P. S.E. 459..... | 70 ac.. | 115.37 |

**MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE
BERNIERVILLE**

Le lot 337-21 du cadastre officiel révisé de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, pour la municipalité du village de Bernierville de 75 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur. Connu comme appartenant à Georges-Albert Houde. Taxes dues: \$186.24.

**MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE
ST-PIERRE-BAPTISTE**

Un morceau de terrain contenant 300 pieds de front sur 100 pieds de profondeur, mesure française, borné en avant, sur le front, à la route et des autres côtés à Onésime Dubois, connu au cadastre du premier rang du canton d'Inverness comme étant partie No 56, circonstances et dépendances.

Connu comme appartenant à Irenée Payeur. Taxes dues: \$12.85.

MUNICIPALITÉ D'IRLANDE SUD

Le lot 196-5 et la demie nord-est du lot 196-7 du rang 3 du canton d'Irlande, bornée au nord-est à la rivière Bécancour et au lot 196-5, au sud-est par le lot 197-1, au sud-ouest par une partie du lot 196-7 et au nord-ouest par le lot 196-6, sujets lesdits lots au billet de location et à la servitude de Lake Asbestos of Quebec Limited, enregistrée sous le numéro 29806.

Connu comme appartenant à Robert Turcotte. Taxes dues: \$64.25.

MUNICIPALITÉ D'IRLANDE SUD

La partie sud-est du lot 62, rang 1 du canton d'Irlande, contenant 50 acres, plus ou moins, bornée au sud-est par le lot 63, à un bout par partie du lot 81, de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du lot 62 et à l'autre bout par le canton de Wolfestown, avec circonstances et dépendances et les servitudes y attachées.

Le lot 63 du rang 1 du canton d'Irlande, moins la partie vendue par Benoît Labonté à Lake Asbestos of Quebec Limited le 18 juin 1956, par acte enregistré sous le numéro 33035.

Le lot 64 du rang 1 du canton d'Irlande, moins la partie vendue par Benoît Labonté à Lake Asbestos of Quebec Limited le 18 juin 1956, par acte enregistré sous le numéro 33035. Le lot 64 est sujet à une servitude consentie en faveur de Lake Asbestos of Quebec Limited, par acte du 14 février 1957 enregistré sous le numéro 34382.

Connu comme appartenant à Benoît Labonté. Taxes dues: \$94.10.

Plessisville, le 30 avril 1958.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation
du comté de Mégantic,
47691-18-2-o **ÉDOUARD HOUDE.**

**MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
BERNIERVILLE**

Lot 337-21 of the official cadaster revised, for the parish of St. Ferdinand, township of Halifax, for the municipality of the village of Bernierville, having 75 feet in width by 100 feet of depth. Known to be owned by Georges Albert Houde. Taxes due: \$186.24.

**MUNICIPALITY OF THE PARISH OF
ST. PIERRE-BAPTISTE**

A piece of land containing 300 feet in front by 100 feet of depth, french measure, bounded in front, by the byroad and the other side by Onésime Dubois, known to the cadaster of the first range of the township of Inverness has being part of lot No. 56, circumstances and dependencies.

Known to be owned by Irenée Payeur. Taxes due: \$12.85.

MUNICIPALITY OF IRELAND SOUTH

Lot 196-5 and the northeast half of lot 196-7 of range 3 of the township of Ireland, bounded at the northeast by the Bécancour river and by lot 196-5, at the southeast by lot 197-1, at the southwest by a part of lot 196-7 and at the northwest by lot 196-6, both lots subject to a note of location and to the servitude in favour of Lake Asbestos of Quebec Limited, registered under No. 29806.

Known to be owned by Robert Turcotte. Taxes due: \$64.25.

MUNICIPALITY OF IRELAND SOUTH

The Southeast part of lot 62 of range 1 of the township of Ireland, containing 50 acres, more or less, bounded at the southeast by lot 63, at one end by part of lot 81, on the other side at the northwest by the balance of lot 62 and at the other end by the township of Wolfestown, circumstances and dependencies and the servitudes attached.

Lot 63, range 1 of the township of Ireland, less the part sold by Benoît Labonté to Lake Asbestos of Quebec Limited on June the 18th 1956, by deed registered under number 33035.

Lot 64, range 1 of the township of Ireland, less the part sold by Benoît Labonté to Lake Asbestos of Quebec Limited on June the 18th 1956, by deed registered under number 33035. Lot 64 is subject to a servitude granted in favour of Lake Asbestos of Quebec Limited, by deed of February the 14th 1957 registered under number 34382.

Known to be owned by Benoît Labonté. Taxes due: \$94.10.

Plessisville, April 30th, 1958.

Secretary-Treasurer of the Corporation of
the county of Mégantic,
47691-18-2-o **ÉDOUARD HOUDE,**

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No V-3507, { PAUL BEAUDOIN, opérateur de moulin à scie de Preissac, district d'Abitibi,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below:

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. V-3507, { PAUL BEAUDOIN, saw-mill operator of Preissac, district of Abitibi, plaintiff, vs

demandeur vs **RAOUL ST-JULIEN**, homme d'affaires de Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur. **RAOUL ST-JULIEN**, business man of Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

AVIS DE VENTE

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros 653 et 654 du cadastre officiel pour le canton Bourlamaque et le lot numéro 60-113 rang 8 du cadastre officiel pour le canton Dubuisson, avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale St-Sauveur de Val d'Or, le QUATORZIÈME jour de MAI 1958 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Amos, 5 avril 1958. Le Shérif d'Abitibi, J. A. GAUTHIER. 47513-15-2-0

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour de l'Échiquier du Canada, N° 142,062. Dans l'affaire de la LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements et dans l'affaire de **ROGER LACHAPPELLE**, de la ville de Val d'Or, P.Q.

NOTICE OF SALE

The immoveables known and designated as being lots numbers 653 and 654 of the official cadaster for the township of Bourlamaque and lot number 60-113 range 8 of the official cadaster for the township of Dubuisson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur of Val d'Or, on the FOURTEENTH day of MAY, 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Amos, April 5, 1958. J. A. GAUTHIER, Sheriff of Abitibi. 47513-15-2

Province of Quebec
District of Abitibi

Exchequer Court of Canada, No. 142,062. In the matter of the INCOME TAX ACT and amendments and in the matter of **ROGER LACHAPPELLE**, of the town of Val d'Or, P.Q.

AVIS DE VENTE

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros 61 subdivision 96 (partie) et 97 (partie) du rang 8 du canton Dubuisson tels que décrits aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Val d'Or, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de Fatima, le QUATORZIÈME jour de MAI 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Amos, 5 avril 1958. Le Shérif d'Abitibi, J. A. GAUTHIER. 47514-15-2-0

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour de Magistrat, N° 14,598. **AMOS LUMBER LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant une place d'affaires à Amos, district d'Abitibi, demanderesse-saisissante; vs **QUEBEC BERYLLIUM LIMITED**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, défenderesse-saisie.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant: Une bâtisse de 30 pieds de longueur et 6 pieds de largeur; une bâtisse de 15 pieds de longueur et 10 pieds de largeur en bois non peinturée, couverture verte; le tout situé à environ 12 milles d'Amos, sur la route Amos — La Motte.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Mathieu, le QUATRIÈME jour de JUN 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Amos, 22 avril 1958. Le Shérif d'Abitibi, J. A. GAUTHIER. 47669-18-2-0

Province de Québec — District d'Abitibi
Cour Supérieure, N° 11052. **BENOIT VEILLETTE**, contremaître, domicilié à Normétal, district d'Abitibi,

NOTICE OF SALE

The immoveables known and designated as being lots numbers 61 subdivision 96 (Part) and 97 (Part of range 8 of the township of Dubuisson as described on the official plan and in the book of reference for the town of Val d'Or, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame of Fatima, on the FOURTEENTH day of MAY, 1958 at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Amos, April 5, 1958. J. A. GAUTHIER, Sheriff of Abitibi. 47514-15-2

Province of Quebec — District of Abitibi
Magistrate's Court, No. 14,598. **AMOS LUMBER LIMITED**, a body politic and incorporated, having its head office at Montreal, district of Montreal, plaintiff-distrainer; vs **QUEBEC BERYLLIUM LIMITED**, a body politic and incorporated, having its head office at Montreal, district of Montreal, defendant seized.

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as being:

A building of 30 feet in length and 6 feet in width; a building of 15 feet in length and 10 feet in width in unpainted wood, green roof; the whole situated at about 12 miles from Amos, on the Amos road — La Motte.

To be sold at the parochial church door of St-Mathieu, on the FOURTH day of JUNE, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Amos, April 22, 1958. J. A. GAUTHIER, Sheriff of Abitibi. 47669-18-2

Province of Quebec — District of Abitibi
Superior Court, No. 11052. **BENOIT VEILLETTE**, foreman, domiciled at Normetal, district of Abitibi,

demandeur; vs. ARISTIDE BOISVERT, autrefois de La Sarre et maintenant domicilié à Chapleau, dans la province d'Ontario, défendeur.

plaintiff; vs. ARISTIDE BOISVERT, formerly of La Sarre and presently domiciled at Chapleau, in the Province of Ontario, defendant.

AVIS DE VENTE

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 164 du bloc 10 des plan et livre du cadastre officiel du village de La Sarre et les bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 163 du bloc 10 des plan et livre du cadastre officiel du village de La Sarre et les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Distraction d'un emplacement de 25 pieds de largeur par 17 pieds de profondeur à la partie sud-est du lot 163, bloc 10.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, ce QUATRIÈME jour de JUIN 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 24 avril 1958. 47670-18-2-o

NOTICE OF SALE

An immoveable known and designated as being lot 164 of block 10 of the plan and book of reference of the official cadastre of the village of La Sarre and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

An immoveable known and designated as being lot 163 of block 10, of the plan and book of references of the official cadastre of the village of La Sarre and buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Excluding an emplacement of 25 feet wide by 17 feet deep at the southeasterly part of lot 163, block 10.

To be sold at the door of the parochial church of La Sarre on the FOURTH day of JUNE 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheri T's Office, Sheriff of Abitibi.
Amos, April 24, 1958. 47670-18-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { LES RELIGIFUSES HOS-
N° 12 761. { PITALIÈRES ST-
{ JOSEPH, corporation légale-
ment constituée, ayant son siège d'affaires à Arthabaska, demanderesse; vs GEORGES NAULT, du district d'Arthabaska, domicilié à Tingwick, défendeur.

Une terre (tant la moitié nord-est du lot numéro vingt-quatre du quatrième rang du canton de Tingwick, mesurant cent-dix-huit acres en superficie, plus ou moins, avec maison et autres bâtisses dessus construites, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Tingwick comme étant le numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Patrice de Tingwick le CINQUIÈME jour de JUIN 1958 à TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 30 avril 1958. 47690-18-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { LES RELIGIFUSES HOS-
No. 12 761. { PITALIÈRES ST-
{ JOSEPH, corporation legally
constituted, having its head office at Arthabaska, plaintiff; vs GEORGES NAULT, of the district of Arthabaska, domiciled at Tingwick, defendant.

A farm being the northeasterly half of lot number twenty-four, range four of the township of Tingwick, measuring one hundred and eighteen acres in area, more or less, with house and other buildings thereon erected, known and designated on the official cadastre of the township of Tingwick as being number three hundred and ninety-seven.

To be sold at the door of the parochial church of St. Patrice de Tingwick, the FIFTH day of JUNE 1958, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving Time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this April 30, 1958. 47690-18-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { GEORGES ANDRÉ ME-
N° 3362. { LOCHE, avocat, de la
{ cité de Salaberry de Valley-
field, district de Beauharnois, demandeur; vs JEAN SÉNÉCAL, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

A savoir: "Les lots numéros deux cent huit, deux cent neuf et deux cent dix (Nos 208, 209, et 210), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sans bâtisse."

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice, à Salaberry de Valleyfield, JEUDI le CINQUIÈME jour de JUIN 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Salaberry de Valleyfield, ce vingt-cinquième jour d'avril 1958.

Le Shérif de Beauharnois,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
47671-18-2-o

[Première publication le 3 mai 1958]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { GEORGES ANDRÉ ME-
No. 3362. { LOCHE, advocate, of
{ the city of Salaberry de Val-
leyfield, district of Beauharnois, plaintiff; vs JEAN SÉNÉCAL, of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "Lots numbers two hundred and eight, two hundred and nine and two hundred and ten (Nos. 208, 209 and 210) on the official plan and in the book of reference for the town of Salaberry of Valleyfield, without building."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, at Salaberry de Valleyfield, THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

Salaberry of Valleyfield, this twenty-fifth day of April, 1958.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff of Beauharnois.
47671-18-2

[First publication May 3, 1958]

CHICOUTIMI

Canada — Province de Québec
District de Saint-François

Cour Supérieure, { INTERNATIONAL CASH
N° 17,150. { REGISTER INC., corps
politique incorporé ayant siège social et bureau d'affaires à Sherbrooke, district de St-François, demanderesse; vs PAUL MORRIER, domicilié au numéro 1015 de la rue Mélançon, en la cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Le lot numéro sixante-huit-vingt-vingt-sept (68-20-27) du premier (1er) rang nord-est du chemin Sydenham, au plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Chicoutimi, district de Chicoutimi, le CINQUIÈME jour du mois de JUIN 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE,
Chicoutimi, le 28 avril 1958. 47686-18-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, { GIRARD SALES LTD., &
N° 4988. { CORMICK KENNEDY,
Douglstown, comté de Gaspé requérant; contre LES HÉRITIERS LÉGAUX DE NORMAN FORTIN, Douglstown, comté de Gaspé, intimés.

La propriété à vendre est la suivante:

Une certaine parcelle ou lopin de terrain formant partie du lot N° seize-A (16-A) du premier rang Bois Brulé, mesurant deux acres de largeur par quinze acres de profondeur, plus ou moins et borné au nord par la propriété de Gilbert Briand, au sud par le chemin Broad, à l'est par le chemin N° 6 et à l'ouest par la ligne de base.

Une certaine parcelle ou lopin de terrain formant partie du lot N° vingt et un (21) du cinquième rang de Bois Brulé, canton de Douglas, borné au nord par la propriété de Thomas Gaul, au sud par la ligne de base, à l'est par la propriété de Gerald Brody et à l'ouest par celle d'Omer Maloney, avec les bâtisses érigées sur les deux parcelles de terrain, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Douglstown, MARDI le TROISIÈME jour de JUIN 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER,
Percé, P.Q., 28 avril 1958. 47687-18-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { THE J. R. WATKINS
N° 4207. { COMPANY, un corps
politique et incorporé ayant son siège social et principal place d'affaires à Winona, dans l'État de Minnesota, un des États Unis d'Amérique, et ayant une place d'affaires en la cité et district de Montréal, demanderesse; vs FRED CHARLEBOIS, de Cantley, district de Hull et ROGER CHEVRIER, de Limbour, district de Hull, défendeurs.

CHICOUTIMI

Canada — Province of Quebec
District of Saint Francis

Superior Court, { INTERNATIONAL CASH
No. 17,150. { REGISTER INC., body
politic and corporate having its head office and place of business at Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff; vs PAUL MORRIER, domiciled at number 1015 Mélançon Street, in the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

Lot number sixty-eight-twenty-twenty-seven (68-20-27) of range one (1st.) northeast of Sydenham Road, of the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of Chicoutimi, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Sheriff, at the Court House, in the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, the FIFTH day of the month of JUNE 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Chicoutimi, April 28, 1958. 47686-18-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, { GIRARD SALES LTD., &
No. 4988. { CORMICK KENNEDY,
Douglstown, county of Gaspé, plaintiffs; vs THE LEGAL HEIRS OF THE LATE NORMAN FORTIN, county of Gaspé, respondents.

The property to be sold is the following:

A certain piece of tract of land forming part of lot No. sixteen-A (16-A) of the first range Bois Brulé, measuring two acres in width by fifteen acres in depth, more or less and bounded on the North by Gilbert Briand, on the South Broad Road, on the East by Highway No. 6, and on the West by base line.

A certain parcel or tract of land forming part of lot No. twenty-one (21) of the fifth range Bois Brulé, township of Douglas, bounded on the North by Thomas Gaul, on the South by base line, on the East by Gerald Brody and on the West by Omer Maloney, with buildings erected on both parcels of land, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Douglstown, TUESDAY, the THIRD day, JUNE at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,

Sheriff's Office, Percé, P.Q. April 28, 1958. 47687-18-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { THE J. R. WATKINS
No. 4207. { COMPANY, a body politic and corporate having its Head Office and principal place of business in Winona, in the State of Minnesota, one of the United-States of America, and having a place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs FRED CHARLEBOIS of Cantley, in the district of Hull, and ROGER CHEVRIER, of Limbour, in the district of Hull, defendants.

"Un immeuble sis dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, appartenant au défendeur Roger Chevrier et consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant formée d'une partie du lot sept (ptie. 7) dans le neuvième rang dudit canton aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton et ledit emplacement mesurant cinquante pieds (50') de largeur ayant front sur le chemin public sur cent quarante pieds (140') de profondeur, mesures anglaises, et plus ou moins et bornée au nord par une autre partie du même lot propriété de Daniel Avon et tel qu'acquise par ce dernier aux termes d'un contrat exécuté devant Me Henri DesRosiers, notaire, sous le numéro 39871 de ses minutes dont copie enregistrée au bureau d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, sous le numéro 23732; au sud par une autre partie du même lot étant la propriété de Madame John A. Barber acquise par cette dernière aux termes d'un contrat exécuté devant le notaire soussigné, sous le numéro 1405 de ses minutes dont copie enregistrée audit bureau de la division d'enregistrement de Gatineau, à Maniwaki, sous le numéro 25504; à l'ouest par une autre partie du même lot propriété du Collège Apostolique St. Alexandre de la Gatineau, ou ses ayants droits, et à l'est par le chemin public; les lignes nord et sud de l'emplacement présentement vendu étant approximativement à angle droit avec les lignes est et ouest dudit emplacement; la limite sud dudit emplacement étant approximativement parallèle et à cent quatre-vingt-dix pieds (190') plus ou moins au nord de la ligne de division entre les rangs 8 et 9 dudit canton. Ledit emplacement indiqué par un poteau planté à chaque coin et bien connu des parties aux présentes. Avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église St. Alexandre, à Limbour, district de Hull, le SIXIÈME, jour de JUIN 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 28 avril 1958.

Le Shérif,
R. ST. PIERRE.
47672-18-2-o

"An immoveable situate in the township of Hull, county of Gatineau, Province of Quebec, belonging to the defendant Roger Chevrier and consisting of the whole of that property known and designated as being formed of a part of lot seven (P. 7) in range nine of said township on the official plan and book of reference of said township, the said emplacement measuring fifty feet (50') in width with frontage on the public highway by one hundred and forty feet (140') of depth, English measure, and more or less, bounded northerly by another part of the same lot, the property of Daniel Avon, as acquired by the latter in the terms of a contract concluded before Me Henri DesRosiers, notary, bearing number 39871 of his minutes, copy of which is registered in the Registry Office of Gatineau, at Maniwaki, under number 23732; southerly by another part of the same lot, the property of Mrs. John A. Barber, acquired by the latter in the terms of a contract concluded before the undersigned notary, bearing number 1405 of his minutes, copy of which is registered in said Registry Division of Gatineau, at Maniwaki, under number 25504; westerly by another part of the same lot, the property of Collège Apostolique St. Alexandre de la Gatineau, or its successors, and easterly by the public highway; the north and south lines of the emplacement presently sold being approximately at right angles to the east and west lines of said emplacement; the southerly boundary of said emplacement being approximately parallel to and at one hundred and ninety feet (190') more or less north of the dividing line between ranges 8 and 9 of said township. The said emplacement indicated by a post set up at each corner and well known by the parties herein. With all buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the door of the church of St. Alexandre, at Limbour, district of Hull, the SIXTH day of JUNE 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull, April 28, 1958.

R. ST. PIERRE,
Sheriff.
47672-18-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. ÉMILE LAQUERRE, No. 90,215. J. marchand de St-Édouard, comté de Lotbinière, contre DAME THÉRÈSE LAVIGNE, épouse séparée de biens de Paul Lacasse avec lequel elle demeure à Chicopee, Massachusetts, États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes.

"Une terre située en la paroisse de St-Janvier de Joly, comté de Lotbinière, étant les lots primitifs numéros quarante-cinq et quarante-six (Nos 45 et 46), distraction faite de la partie occupée par le chemin de fer, dans le troisième rang de la Seigneurie de Lotbinière, correspondant aux numéros trois cent quatre-vingt-huit, trois cent dix-sept "A", trois cent quatre-vingt-huit, trois cent dix-sept "B", trois cent quatre-vingt-huit, trois cent dix-sept "C", trois cent quatre-vingt-huit, trois cent dix-huit "A", trois cent quatre-vingt-huit, trois cent dix-huit "B", trois cent dix-huit "C" (Nos 388-317A, 317B, 317C, 318A, 318B, 318C) du cadastre de St-Édouard de Lotbinière, avec bâtisses dessus construites, sans réserve."

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { J. ÉMILE LAQUERRE, No. 90,215. J. merchant of St-Edouard, county of Lotbinière, against DAME THÉRÈSE LAVIGNE, wife separate as to property of Paul Lacasse, with whom she resides at Chicopee, Massachusetts, United States of America, and the latter, to authorize his wife for these present purposes.

"A farm, situated in the parish of St-Janvier de Joly, county of Lotbinière, being the primitive lots numbers forty-five and forty-six (Nos. 45 and 46), exception made of that part occupied by the railroad in the third range of the Seigniorie of Lotbinière, corresponding to numbers three hundred and eighty-eight, three hundred and seventeen "A", three hundred and eighty-eight, three hundred and seventeen "B", three hundred and eighty-eight, three hundred and seventeen "C", three hundred and eighty-eight, three hundred and eighteen "A", three hundred and eighty-eight, three hundred and eighteen "B", three hundred and eighteen "C" (Nos. 388-317A, 317B, 317C, 318A, 318B, 318C) of the cadaster of St-Édouard de Lotbinière, with buildings thereon erected, without reserve."

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de Ste-Croix, comté de Lotbinière, le SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 30 avril 1958.
[Première insertion: le 3 mai 1958.]
[Deuxième insertion: le 24 mai 1958.]

Le Shérif.

Dr J. R. GOBEL.

47689-18-2-0

To be sold at the Registry Office of Ste-Croix, county of Lotbinière, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, April 30, 1958.
[First insertion: May 3rd, 1958.]
[Second insertion: May 24th, 1958.]

Dr J. R. GOBEL,

Sheriff.

47689-18-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski

Cour de Magistrat, N° 36,681. { PAUL TALBOT, manufacturier, 76, rue St-Paul, cité de Québec, demandeur; vs CHARLES ÉMILE DUBÉ, de la paroisse de la Rédemption, comté de Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de la Rédemption, mesurant quatre-vingt-dix (90') pieds de front par quatre-vingt-dix (90') de profondeur, borné au sud au chemin, à l'est et au nord à dame Blanche M. Soucy, et à l'ouest à Émile Charbonneau, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois (P. 3) du deuxième rang du canton Awantjish, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la Rédemption, le QUATRIÈME jour de JUIN 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 28 avril 1958.

Le Député Shérif.

JACQUES MARTIN.

47673-18-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski

Magistrate's Court, No. 36,681. { PAUL TALBOT, manufacturer, 76 St. Paul Street, city of Quebec, plaintiff; vs CHARLES ÉMILE DUBÉ, of the parish of La Rédemption, county of Rimouski, district of Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the parish of La Rédemption, measuring ninety feet (90') in front by ninety feet (90') in depth, bounded southerly by the road, easterly and northerly by Dame Blanche M. Soucy, and westerly by Émile Charbonneau, known and designated as being a part of lot number P. three (P. 3) range two of the township of Awantjish, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of La Rédemption, the FOURTH day of JUNE 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 28, 1958.

JACQUES MARTIN,

Deputy Sheriff.

47673-18-2

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec

District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 19382. { ACADIA ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corporation régulièrement constituée avec siège à Trois-Rivières, demanderesse; vs LUCIEN RICHARD, de la cité de Trois-Rivières, domicilié au N° 2333 rue Des Chenaux, défendeur.

"1° Un emplacement situé sur la rue Des Chenaux, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières, comme étant composé:

a) du lot numéro cent soixante-treize de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt (1120-173) et

b) d'une partie du lot numéro cent soixante-quatorze de la subdivision du lot originaire numéro onze cent vingt (1120-174) en forme de triangle; borné en front par la rue Des Chenaux où sa base est de cinq pieds de largeur, du côté est par le lot 1120-173 susdit où elle a une longueur de 122 pieds et quatre dixièmes de pied et du côté ouest, par la balance dudit lot 1120-174 où elle a une longueur de cent vingt-deux pieds et cinq dixièmes de pied, mesure anglaise, plus ou moins; avec la maison dessus construite, portant le N° civique 2333 de la rue Des Chenaux, circonstances et dépendances.

2° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse des Trois-Rivières, contenant un arpent de front, par vingt-sept arpents et sept perches de profondeur, plus ou moins, connue

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec

District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 19382. { ACADIA ACCEPTANCE CORPORATION LIMITED, corporation regularly incorporated with head office at Trois-Rivières, plaintiff; vs LUCIEN RICHARD, of the city of Trois-Rivières, domiciled at No. 2333 Des Chenaux Street, defendant.

"1. An emplacement situated on Des Chenaux Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated on the official plan and in the book of reference for the city of Trois-Rivières, as being composed:

a) of lot number one hundred and seventy-three of the subdivision of the original lot number eleven hundred and twenty (1120-173) and

b) of a part of lot number one hundred and seventy-four of the subdivision of the original lot number eleven hundred and twenty (1120-174) of triangular form; bounded in front by Des Chenaux Street where its base of five feet in width, on the East side, by lot 1120-173 abovesaid where it has a length of 122 feet and four-tenths of a foot and on the West side, by the balance of the said lot 1120-174 where it has a length of one hundred and twenty-two feet and five-tenths of a foot, English measure, more or less; with the house thereon erected, bearing civic number 2333 Des Chenaux Street, circumstances and dependencies.

2. A farm situated in the second range of the parish of Trois-Rivières, containing one arpent in front, by twenty-seven arpents and seven rods in depth, more or less, known and

et désignée comme étant la moitié latérale et longitudinale nord-ouest du lot numéro deux cent trente-sept (½ 237) du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières, ayant comme voisins d'un côté Joseph Blanchette et de l'autre côté, Adélar Doucet, père ou représentants de chacun d'eux, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

3° Un terrain situé dans le deuxième rang en la paroisse des Trois-Rivières, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent trente-sept (P. 237) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, sans bâtisse, circonstances et dépendances, contenant ledit terrain, une superficie de quatorze arpents d'après le rôle d'évaluation de la paroisse des Trois-Rivières.

4° Deux lots de terre situés en la cité des Trois-Rivières, connus et désignés comme étant les numéros cent soixante et cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt (1120-160 et 195) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

5° La moitié indivise d'un lot de terre situé en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le numéro deux cent douze-un de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt (1120-212-1) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Trois-Rivières, MERCREDI le QUATRIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent cinquante-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau d'u Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 29 avril 1958. 47688-18-2-o

designated as being the lateral half and longitudinally northwest of lot number two hundred and thirty-seven (½ 237) of the official cadaster of the county of St-Maurice, for the parish of Trois-Rivières, having as neighbors on one side, Joseph Blanchette and on the other side, Adélar Doucet, father or representatives of each one of them, with house thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A lot of land situated in the second range in the parish of Trois-Rivières, known and designated as forming part of lot number two hundred and thirty-seven (Pt. 237) of the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, without buildings, circumstances and dependencies, containing the said lot of land, an area of fourteen arpents according to the valuation roll of the parish of Trois-Rivières.

4. Two lots of land situated in the city of Trois-Rivières, known and designated as being numbers one hundred and sixty and one hundred and ninety-five of the official subdivision of lot eleven hundred and twenty, (1120-160-195) of the official cadaster for the city of Trois-Rivières.

5. The undivided half of a lot of land situated in the city of Trois-Rivières, known and designated as being number two hundred and twelve-one of the official subdivision of lot number eleven hundred and twenty (1120-212-1) of the official cadaster for the city of Trois-Rivières.

To be sold at the Sheriff's Office, at Court House of Trois-Rivières, WEDNESDAY, the FOURTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-eight, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 29, 1958. 47688-18-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 342-A — Construction, région de Rimouski. 1654
- 386-A — Boîtes ce carton gaufré, Province. 1651

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1637

AVIS DIVERS:

- L'Association des Policiers d'Asbestos Incorporée (Règlements) 1658
- Le Bouclier Canadien, Compagnie d'Assurances Générales (Constitution) 1657
- Mannibec Ltée — Mannibec Ltd (Règlement) 1657
- Occupational Therapy & Rehabilitation Centre (Directeurs) 1658
- Silver City Petroleum Ltd (Vente d'actions) 1657
- The James Maclaren Company, Limited (Moulin) 1656

CHARTES — ABANDON DE:

- Desca Limitée 1658
- Martin Construction Limitée 1658

COMPAGNIE AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

- Pet Milk Company 1658

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ORDERS IN COUNCIL:

- 342-A — Construction, region of Rimouski. 1654
- 386-A — Corrugated Paper Boxes, Province. 1651

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1637

MISCELLANEOUS NOTICES:

- L'Association des Policiers d'Asbestos Incorporée (By-laws) 1658
- The Canadian Shield General Assurance Company (Constitution) 1657
- Mannibec Ltée — Mannibec Ltd (By-law) 1657
- Occupational Therapy & Rehabilitation Centre (Directors) 1658
- Silver City Petroleum Ltd (Sale of shares) 1657
- The James Maclaren Company, Limited (Mill) 1656

CHARTERS — SURRENDER OF:

- Desca Limitée 1658
- Martin Construction Limitée 1658

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

- Pet Milk Company 1658

COMPAGNIES DISSOUTES:

| | |
|---|------|
| Abattoirs Leclerc Limitée..... | 1659 |
| Citadelle Transport et Entrepasage Ltée | 1659 |

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

| | |
|--|------|
| Carignan..... | 1660 |
| Hébertville Station..... | 1667 |
| Mandeville..... | 1661 |
| Notre-Dame-de-Pontmain..... | 1659 |
| St-Célestin No 1..... | 1659 |
| Ste-Christine..... | 1660 |
| Saint-Jude et Salvail..... | 1667 |
| St-Philippe-de-Philipsburg (Erratum).. | 1661 |
| Ville-Marie..... | 1661 |

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

| | |
|---|------|
| Lauzon, munic. cité..... | 1661 |
| Notre-Dame de l'Assomption de Repertigny..... | 1662 |
| Omerville, munic..... | 1662 |

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

| | |
|--|------|
| Coiffeurs, Québec (Prélèvement)..... | 1668 |
| Construction, Québec (Prélèvement)... | 1664 |
| Construction, Rimouski (Prélèvement)... | 1667 |
| Construction, comté de Roberval <i>et al</i> (Erratum)..... | 1670 |
| Construction, Saint-Hyacinthe (Prélèvement)..... | 1662 |
| Employés de Commerce et de Bureau, région Lac St-Jean (Prélèvement)... | 1665 |
| Établissements commerciaux dans la ville de Dolbeau <i>et al</i> (Modification)... | 1670 |

EXAMEN DU BARREAU:

| | |
|----------------------------|------|
| St-François, pratique..... | 1675 |
|----------------------------|------|

LETTRES PATENTES:

| | |
|---|------|
| Auberge du Cap Limitée..... | 1638 |
| Au Salon Fleuri, Inc..... | 1639 |
| Barry Finance Co. Ltd..... | 1639 |
| Bramler Land Holdings Inc..... | 1639 |
| City Painting & Maintenance Co. Ltd.. | 1640 |
| Dominion Dock Co., Limited..... | 1640 |
| Drummond Import Co..... | 1640 |
| Eagle Toya Export Corp..... | 1641 |
| Entreprises Paradis Ltée — Paradis Enterprises Ltd..... | 1641 |
| Hubert Fiché Inc..... | 1641 |
| Jagal Realities Inc..... | 1642 |
| Jean Julien Fortin & Compagnie Limitée..... | 1642 |
| Kingston Wire Products (Canada) Ltd. | 1642 |
| Lachine Plate Glass Ltd..... | 1643 |
| Le Village Steakhouse & Delicatessen Ltd..... | 1643 |
| Marché Paradis Limitée..... | 1643 |
| New Continent Sales Ltd..... | 1644 |
| O. J. Ouellette Inc..... | 1644 |
| Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited..... | 1644 |
| Québec Steak House Inc..... | 1645 |
| Redmat Investment Corporation..... | 1645 |
| Shopsy's Foods (Québec) Limited..... | 1645 |
| Sodar Bar (Montréal West) Ltd..... | 1646 |
| Solco Investment Corporation..... | 1646 |

COMPANIES DISSOLVED:

| | |
|---|------|
| Abattoirs Leclerc Limitée..... | 1659 |
| Citadelle Transport et Entrepasage Ltée | 1659 |

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

| | |
|--|------|
| Carignan..... | 1660 |
| Hébertville Station..... | 1667 |
| Mandeville..... | 1661 |
| Notre-Dame-de-Pontmain..... | 1659 |
| St-Célestin No 1..... | 1659 |
| Ste-Christine..... | 1660 |
| Saint-Jude et Salvail..... | 1667 |
| St-Philippe-de-Philipsburg (Erratum).. | 1661 |
| Ville-Marie..... | 1661 |

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

| | |
|---|------|
| Lauzon, munic. city..... | 1661 |
| Notre-Dame de l'Assomption de Repertigny..... | 1662 |
| Omerville, munic..... | 1662 |

LABOUR:

Industry or Trades of:

| | |
|--|------|
| Hairdressers of Quebec (Levy)..... | 1668 |
| Construction, Québec (Levy)..... | 1664 |
| Construction, Rimouski (Levy)..... | 1667 |
| Construction Roberval county <i>et al</i> (Erratum)..... | 1670 |
| Construction Saint Hyacinthe (Levy).. | 1662 |
| Commerce and Office Employees, Lake St. John District (Levy)..... | 1665 |
| Commercial establishments in the town of Dolbeau <i>et al</i> (Amendment)..... | 1670 |

BAR EXAMINATION:

| | |
|----------------------------|------|
| St. Francis, practice..... | 1675 |
|----------------------------|------|

LETTERS PATENT:

| | |
|---|------|
| Auberge du Cap Limitée..... | 1638 |
| Au Salon Fleuri, Inc..... | 1639 |
| Barry Finance Co. Ltd..... | 1639 |
| Bramler Land Holdings Inc..... | 1639 |
| City Painting & Maintenance Co. Ltd.. | 1640 |
| Dominion Dock Co., Limited..... | 1640 |
| Drummond Import Co..... | 1640 |
| Eagle Toya Export Corp..... | 1641 |
| Entreprises Paradis Ltée — Paradis Enterprises Ltd..... | 1641 |
| Hubert Fiché Inc..... | 1641 |
| Jagal Realities Inc..... | 1642 |
| Jean Julien Fortin & Compagnie Limitée..... | 1642 |
| Kingston Wire Products (Canada) Ltd. | 1642 |
| Lachine Plate Glass Ltd..... | 1643 |
| Le Village Steakhouse & Delicatessen Ltd..... | 1643 |
| Marché Paradis Limitée..... | 1643 |
| New Continent Sales Ltd..... | 1644 |
| O. J. Ouellette Inc..... | 1644 |
| Pride O'Glen Knitting Mills of Canada Limited..... | 1644 |
| Québec Steak House Inc..... | 1645 |
| Redmat Investment Corporation..... | 1645 |
| Shopsy's Foods (Québec) Limited..... | 1645 |
| Sodar Bar (Montréal West) Ltd..... | 1646 |
| Solco Investment Corporation..... | 1646 |

| | | | |
|---|------|---|------|
| Soudure Atomic Welding Company Limited..... | 1646 | Soudure Atomic Welding Company Limited..... | 1646 |
| St. Mark Cleaners Inc..... | 1647 | St. Mark Cleaners Inc..... | 1647 |
| Term-Oil Construction Co. Ltd..... | 1647 | Term-Oil Construction Co. Ltd..... | 1647 |
| Tex-Knit Co. of Canada, Inc..... | 1647 | Tex-Knit Co. of Canada, Inc..... | 1647 |
| Tower Distributors Ltd..... | 1648 | Tower Distributors Ltd..... | 1648 |
| Treaver Properties Limited..... | 1648 | Treaver Properties Limited..... | 1648 |
| Unican Plastics (Canada) Ltd..... | 1649 | Unican Plastics (Canada) Ltd..... | 1649 |
| Vend-Master Corporation of Canada.. | 1649 | Vend-Master Corporation of Canada.. | 1649 |
| Vinet Parking Inc..... | 1649 | Vinet Parking Inc..... | 1649 |
| Zenith Offset Plates Inc..... | 1649 | Zenith Offset Plates Inc..... | 1649 |

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

| | |
|--------------------------------|------|
| Bijouterie La Riviera Inc..... | 1650 |
| Nouveautés du Meuble Inc..... | 1650 |

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

| | |
|--------------------------------|------|
| Bijouterie La Riviera Inc..... | 1650 |
| Nouveautés du Meuble Inc..... | 1650 |

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

| | |
|---|------|
| Fire Association of Philadelphia..... | 1671 |
| Reliance Insurance Company of Philadelphia..... | 1671 |
| The Hanover Fire Insurance Company. | 1671 |

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

| | |
|---|------|
| Fire Association of Philadelphia..... | 1671 |
| Reliance Insurance Company of Philadelphia..... | 1671 |
| The Hanover Fire Insurance Company. | 1671 |

NOMINATION:

| | |
|--|------|
| Warren, Samuel, président d'élection.. | 1672 |
|--|------|

APPOINTMENT:

| | |
|--|------|
| Warren, Samuel, returning officer..... | 1672 |
|--|------|

SIÈGES SOCIAUX:

| | |
|---|------|
| A. S. McNichols & Cie Ltée — A. S. McNichols & Co. Ltd..... | 1674 |
| J. E. Stansbury & Co..... | 1673 |
| John Swartz Limited..... | 1674 |
| Les Entreprises Duvernay Ltée..... | 1672 |
| Les Entreprises Triangle Inc. (Règlement)..... | 1672 |
| L. M. Électrique Inc..... | 1672 |
| Quebec Base Metals Exploration Ltd.. | 1673 |
| Redwood Lumber & Builders Supplies Ltd..... | 1674 |
| Spécialités Lucerne Specialities Inc.... | 1673 |
| Tracteur Radisson Inc. — Radisson Tractor Inc..... | 1674 |
| Universal Entreprises Limited..... | 1673 |
| Wilford & McKay, Incorporated..... | 1673 |

HEAD OFFICES:

| | |
|---|------|
| A. S. McNichols & Cie Ltée — A. S. McNichols & Co. Ltd..... | 1674 |
| J. E. Stansbury & Co..... | 1673 |
| John Swartz Limited..... | 1674 |
| Les Entreprises Duvernay Ltée..... | 1672 |
| Les Entreprises Triangle Inc. (By-law)..... | 1672 |
| L. M. Électrique Inc..... | 1672 |
| Quebec Base Metals Exploration Ltd.. | 1673 |
| Redwood Lumber & Builders Supplies Ltd..... | 1674 |
| Spécialités Lucerne Specialities Inc.... | 1673 |
| Tracteur Radisson Inc. — Radisson Tractor Inc..... | 1674 |
| Universal Entreprises Limited..... | 1673 |
| Wilford & McKay, Incorporated..... | 1673 |

SOUMISSIONS:

| | |
|--------------------------------|------|
| Beauport, comm. scolaire..... | 1676 |
| Ste-Julie, comm. scolaire..... | 1675 |

TENDERS:

| | |
|-----------------------------|------|
| Beauport, school comm..... | 1676 |
| Ste-Julie, school comm..... | 1675 |

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

| | |
|----------------------------------|------|
| Canadian Pacific Express Co..... | 1678 |
|----------------------------------|------|

SALE OF UNCLAIMED GOODS:

| | |
|----------------------------------|------|
| Canadian Pacific Express Co..... | 1678 |
|----------------------------------|------|

VENTES, LOI DE FAILLITE:

| | |
|-----------------------------|------|
| Drolet, Chs-Aimé..... | 1678 |
| Grégoire, Léonard..... | 1687 |
| Morissette, Paul-Émile..... | 1678 |
| Rolf, Hans..... | 1679 |

SALE, BANKRUPTCY ACT:

| | |
|-----------------------------|------|
| Drolet, Chs-Aimé..... | 1678 |
| Grégoire, Léonard..... | 1687 |
| Morissette, Paul-Émile..... | 1678 |
| Rolf, Hans..... | 1679 |

VENTE PAR LICITATION:

| | |
|--|------|
| Gauthier vs Gauthier <i>et al.</i> | 1683 |
|--|------|

SALE BY LICITATION:

| | |
|--|------|
| Gauthier vs Gauthier <i>et al.</i> | 1683 |
|--|------|

VENTES POUR TAXES:

| | |
|----------------------------------|------|
| Municipalité comté Mégantic..... | 1684 |
| St-Félicien, ville de..... | 1684 |

SALES FOR TAXES:

| | |
|-----------------------------------|------|
| Municipality Megantic county..... | 1684 |
| St-Félicien, town of..... | 1684 |

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

| | |
|---|------|
| Amos Lumber Limited vs Quebec Beryl- lium Limited..... | 1686 |
| Beaudoin vs St-Julien..... | 1685 |
| Loi de l'Impôt sur le revenu vs Lacha- pelle..... | 1686 |
| Veillette vs Boisvert..... | 1686 |

ARTHABASKA:

| | |
|--|------|
| Les Religieuses Hospitalières de St- Joseph vs Nault..... | 1687 |
|--|------|

BEAUHARNOIS:

| | |
|-------------------------|------|
| Meloche vs Sénécal..... | 1687 |
|-------------------------|------|

CHICOUTIMI:

| | |
|---|------|
| International Cash Register Inc. vs Morrier..... | 1688 |
|---|------|

GASPÉ:

| | |
|---|------|
| Girard Sales vs Héritiers de Normand Fortin..... | 1688 |
|---|------|

HULL:

| | |
|-------------------------------------|------|
| J. R. Watkins Co., vs Chevrier..... | 1688 |
|-------------------------------------|------|

QUÉBEC:

| | |
|--------------------------|------|
| Laquerre vs Lavigne..... | 1689 |
|--------------------------|------|

RIMOUSKI:

| | |
|---------------------|------|
| Talbot vs Dubé..... | 1690 |
|---------------------|------|

TROIS-RIVIÈRES:

| | |
|--|------|
| Acadia Acceptance Corp. Ltd vs Ri- chard..... | 1690 |
|--|------|

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

| | |
|---|------|
| Amos Lumber Limited vs Quebec Beryl- lium Limited..... | 1686 |
| Beaudoin vs St-Julien..... | 1685 |
| Income Tax Act vs Lachapelle..... | 1686 |
| Veillette vs Boisvert..... | 1686 |

ARTHABASKA:

| | |
|--|------|
| Les Religieuses Hospitalières de St- Joseph vs Nault..... | 1687 |
|--|------|

BEAUHARNOIS:

| | |
|-------------------------|------|
| Meloche vs Sénécal..... | 1687 |
|-------------------------|------|

CHICOUTIMI:

| | |
|---|------|
| International Cash Register Inc. vs Morrier..... | 1688 |
|---|------|

GASPÉ:

| | |
|---|------|
| Girard Sales vs Heirs of Normand Fortin..... | 1688 |
|---|------|

HULL:

| | |
|-------------------------------------|------|
| J. R. Watkins Co., vs Chevrier..... | 1688 |
|-------------------------------------|------|

QUÉBEC:

| | |
|--------------------------|------|
| Laquerre vs Lavigne..... | 1689 |
|--------------------------|------|

RIMOUSKI:

| | |
|---------------------|------|
| Talbot vs Dubé..... | 1690 |
|---------------------|------|

TROIS-RIVIÈRES:

| | |
|--|------|
| Acadia Acceptance Corp. Ltd vs Ri- chard..... | 1690 |
|--|------|